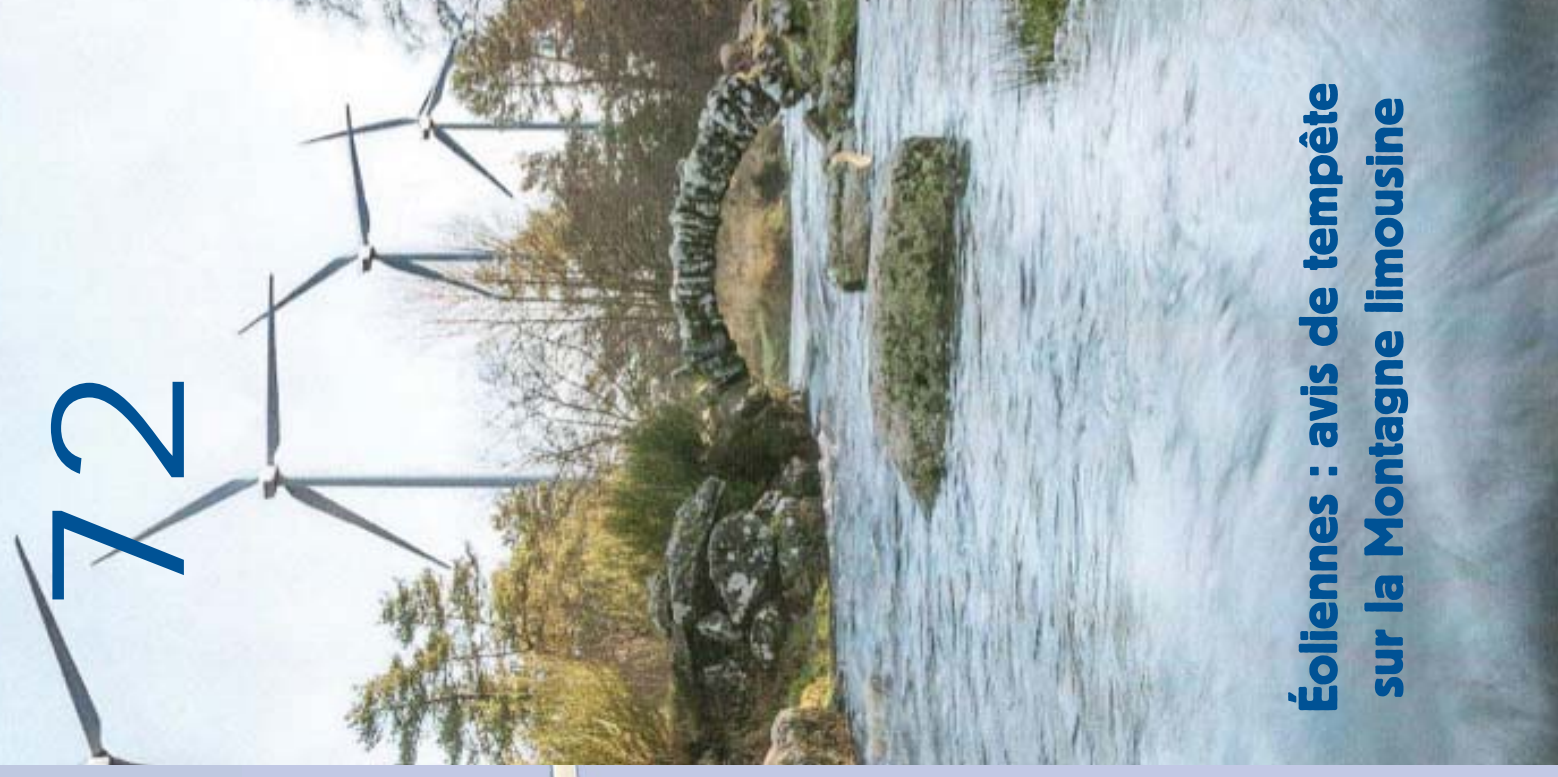


- 2 **Brèves**
- 3 **La fête de la Montagne limousine 2020 reportée en 2021**
- 4 **Good-Bye Magali ? Et bon débarras !**
- 5 **Les soubressauts du vieux monde**
Les municipales à Aubusson
- 6 **Rempnat** restera une commune
Doms les élections municipales 2020
Vassivière Utopia versus Vassivière Dystopia
- 7 **Eoliennes : Avis de tempête sur la Montagne limousine**
Un peu d'air ne ferait pas de mal
- 8 **Des ZDE au SRADDET : les communes perdent la main**
- 9 **Pôle Viandes Locales**
Un outil collectif de transformation des viandes locales
- 10 **Carte**
- 11 **Manger local sur la Montagne limousine**
- 12 **Biens vacants et logements vides, ça suffit !**
- 13 **Le Covid a-t-il provoqué un boom immobilier ?**
- 14 **Les Tisserands à Saint-Moreil**
Tisser ensemble de nouvelles solidarités agricoles
- 15 **Court-circuit : 10 ans d'expérimentations à Felletin**
- 16 **Massacre de la biodiversité**
- 17 **Biodiversité des chiroptères**
Et gestion forestière en Limousin
- 18 **À lire et à manger**
Les chroniques migrants et cycliste
- 19 **Lectures**
- 20 **Bloc-notes**



**Éoliennes : avis de tempête
sur la Montagne limousine**



La fête de la Montagne limousine 2020 reportée en 2021

Après quelques hésitations, les organisateurs de l'édition 2020 de la Fête de la Montagne limousine ont décidé de son report au dernier week-end de septembre 2021. Elle pourrait avoir lieu à St-Sulpice-les-Bois si le conseil municipal et les habitants de cette commune sont toujours partants. Cette décision s'explique par le manque de temps nécessaire pour bien préparer cet événement avec les habitants de la commune accueillante et des délais extrêmement courts pour sa préparation technique. La fête de la Montagne limousine se voulant la fête de tous les habitants et habitantes de la Montagne limousine, son organisation dans la précipitation aurait risqué de plaquer l'événement sans véritable construction collective, ce qui est contraire à l'esprit et à l'ambition de cette fête. Une assemblée générale de l'association de la fête, à laquelle chacun est convié, se tiendra le dimanche 27 septembre à Ste-Anne-St-Priest, près d'Eymoutiers, dans les locaux de l'association les Sauvageons (village de Villepragoux), de 10h30 à 18h. L'occasion de faire le bilan des cinq fêtes antérieures et d'échanger sur les prochaines fêtes de la Montagne limousine, des thèmes qui peuvent y être abordés, et de la manière de mieux préparer cette fête tout au long de l'année 2021.

Contact : contact@montagnelimousine.net



Prochaines rencontres du Syndicat de la Montagne limousine

Un an après son lancement officiel, le Syndicat de la Montagne limousine fait le point sur son action, sur les groupes qui ont travaillé sur différents sujets (eau, santé, aide juridique, soutien psychologique, biens vacants, éoliennes, éducation, migrants, etc.) et sur son organisation. Un temps de bilan donc, mais aussi de prospective pour imaginer comment l'action se poursuit en 2021. Cela au cours de deux journées de travail qui auront lieu les samedi et dimanche 24 et 25 octobre dans un lieu non encore déterminé. Le dimanche 25 octobre, à 14h30, une assemblée ouverte au plus grand nombre permettra de faire une synthèse des deux jours et de lancer les actions et valider les priorités pour l'année à venir. Pour connaître le lieu et le programme détaillé de ces rencontres, s'inscrire pour recevoir la Lettre électronique du Syndicat en écrivant à syndicat-montagne@ilico.org

Surveillons notre ligne de chemin de fer !

Comme tous les ans, des comités de ligne sont organisés pour faire le point sur le trafic, les besoins, les projets sur chacune des lignes régionales. Nous vous avons fait part du comité de 2019 qui concernait la ligne du Plateau (Limoges-Ussel) dans notre n°67. Le prochain comité concernant cette ligne (ligne 26) ainsi que celles de Limoges-Angoulême (ligne 18) et Limoges-Poitiers (ligne 24) aura lieu le jeudi 19 novembre de 18h à 20h à Limoges. Comme l'indique le conseil régional, « ces rencontres sont destinées à celles et ceux qui prennent le TER, abonnés ou occasionnels, mais également à toute structure ou personne concernée par une desserte TER, à savoir les représentants des communes, des associations, des fournisseurs, des entreprises... ». A cette occasion, chacun peut émettre un avis et exprimer ses attentes. Pour être tenu au courant de ces réunions et recevoir les informations préalables, il faut s'inscrire via un formulaire sur le site <https://transports.nouvelle-aquitaine.fr/trains-regionaux/usagers-vous-la-parole/comites-de-lignes-ter-2020>

Les préfets ne sont que les chiens de garde du régime macrolibéral en place, ce ne sont pas les Saint Bernard de la République ! Ils sont payés pour aboyer, mordre et garder le troupeau. Nous avons hérité d'un pitbull ! Pas de pot ! Espérons que la suivante, Virginie Darpheuille, énarque, qui ne vient pas d'un département mais de la mairie de Paris sera moins dure... de la feuille !

Ah oui ? T'y crois encore ?

Oh non ! Absolument pas, ils ont tous le même profil : prouver au chef qu'ils sont bons, inflexibles et déterminés, plus royalistes que le roi ! Dignes de sa confiance et comme ça on grimpe dans la hiérarchie. Justement en parlant du monarque, pour faciliter les investissements industriels d'entreprises françaises ou étrangères, le gouvernement a offert 78 sites clés en main, dans 13 régions. Procédures accélérées, délais raccourcis, autant dire enquêtes au rabais sur les conditions environnementales ! Va y avoir de nouvelles ZAD !

Bienvenue dans le monde d'après !

Il n'y a que les naïfs pour croire au changement ! Je vous avais dit que le monde d'après serait pire, c'est le cas. Interdit depuis 2018, Pompili autorise l'usage des pesticides néonicotinoides, tueurs d'abeilles, à titre dérogatoire et jusqu'en 2023, le temps de sortir la filière betteravière de l'ornière et surtout de remplir les poches des betteraviers ! Encore une Vert girouette !

Dis, il y a des sulfites dans ton pinard ?

m.bernard

Rectificatif

Dans ma brève du journal IPNS numéro 70 de mars 2020, concernant les élections de Saint Martin-Château, j'ai vilipendé la liste dite des « chasseurs ». Cela ne concernait pas les chasseurs de Saint Martin-Château, ni la tête de liste et sa majorité à qui je présente mes excuses. Ma diatribe s'adressait à quelques individus qui avaient entaché l'ensemble de la liste par leurs propos nauséabonds.

m.bernard

La bête noire fait sa fête

L'association La Bête noire a pour objet de faire connaître la pensée et le patrimoine culturel des anarchistes. Elle organise le dimanche 27 septembre à la salle des fêtes de Savennes, près de Guéret, une journée festive, avec un vide-grenier, un marché de producteurs locaux bio, buvette et restauration, et un espace presse et librairie en particulier autour du féminisme libertaire avec, entre autres, le journal Casse-rôles.



Vous pouvez effectuer le règlement de votre abonnement en ligne en utilisant le compte **helloasso** mis à votre disposition sur notre site. HelloAsso est la première plateforme de financement participatif dédiée aux associations et a été créé afin d'offrir à toutes les organisations la possibilité de se financer grâce au numérique via une solution complète, simple et gratuite. - <https://www.helloasso.com> - Paiement sécurisé.



Trimestriel édité par l'association IPNS. Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro.

IPNS

Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne
Mise en page graphique : Michel Bernard
Illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady
Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert
Commission paritaire : 1022 G 81 797 - ISSN : 1635-0278

<http://journal-ipns.org>



IPNS - Je m'abonne !

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ , de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ , de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne



Good-Bye Magali ? Et bon débarras !

Magali Debatte, nommée en 2018 préfète de la Creuse, a quitté le département le 24 août 2020. Elle a été nommée préfète de la Charente. L'occasion pour quelques Creusoises et Creusois de dire aux Charentaises et Charentais tout le bien qu'ils pensent de celle qui leur a pourri la vie pendant deux ans.

Chères habitantes et habitants de la Charente,

C'est avec un mélange de joie et d'affliction que nous venons d'apprendre que notre préfète, en poste dans notre beau département depuis deux ans, vient d'être nommée dans le vôtre. Joie que nous n'avons pu réprimée et affliction pour vous, chères Charentaises et Charentais, qui allez devoir la supporter pendant quelques années.

Madame Magali Debatte est appelée à représenter l'État dans votre département et à y imprimer la marque de politiques nationales avec lesquelles nous sommes tous, peu ou prou, contraints de faire. En ce sens, ce sera une préfète comme une autre et il n'y aurait certainement pas à faire de sa mutation tout un tintouin. Mais Madame Magali Debatte est aussi une préfète particulièrement zélée, un brin plus royaliste que le roi, qui a un sens exacerbé de sa fonction au point de la concevoir avec un aplomb et une rectitude qui confinent à la condescendance, au mépris et à l'insolence. Présentée comme une « préfète de choc » lorsqu'elle a débarqué sur nos terres, elle s'y est illustrée avec une remarquable persévérance comme une fonctionnaire d'une grande raideur qui n'hésita, ni à braver la légalité lorsqu'elle se mit en tête d'appliquer des mesures contestables, ni à mentir effrontément dans les médias pour défendre ses positions, ni à stigmatiser une partie de la population de son département lorsque celle-ci manifestait vis-à-vis de son action une critique ou une opposition.

À peine arrivée, elle s'est mise à dos une grande partie des élus creusois en laissant entendre qu'ils étaient tous à l'ombre de leur clocher, sans ambition et sans idée, « dépourvus de vision stratégique ». « On n'est pas dans Good-bye Lenine, on doit faire certaines choses contre la tendance naturelle à ne rien toucher. Pour ça, je suis prête à mon serment de Koufra » claironnait-elle un mois après son parachutage, faisant référence au serment du Maréchal Leclerc en 1941 de continuer le combat jusqu'à ce que le drapeau français flotte à nouveau sur la cathédrale de Strasbourg ! Bref la préfète affichait son combat : partir en guerre contre un territoire passif et y imposer sa vision du développement. Dans cette optique elle osait demander à 70 communes du département de fusionner pour n'en plus former que 23. Les communes en question disposaient, généreuse libéralité, de dix jours pour se décider ! Une précipitation qui frisait l'incompétence — et qui au demeurant s'est soldée par une fin de non-recevoir.

Notre héroïque porte-drapeau n'a pas seulement su froisser des élus, mais également des habitantes et habitants engagés dans des actions qu'elle considérait comme contraire à ses vues. L'accueil de migrants, voilà par exemple un sujet sur lequel il ne fallait pas la titiller. Elle était très fière d'avoir, dans un de ses postes précédents, dépassé les quotas d'expulsion qu'on lui avait demandé d'opérer. Elle a sans doute voulu faire de même en Creuse où, avec une persévérance quasi obsessionnelle, elle a tout fait pour reconduire hors de France quelques malheureux rescapés de dictatures africaines, de l'esclavage en Libye et d'une traversée périlleuse de la Méditerranée. Et, malgré de fortes mobilisations populaires et le soutien de nombreuses Creusoises et Creusois, elle a outrepassé ses droits en procédant à des tentatives d'expulsion que la justice a considérées *a posteriori* comme illégales. C'est du reste la raison pour laquelle Madame Magali Debatte est actuellement en attente d'une convo-

cation devant les juges pour répondre aux demandes de dommages et intérêts qui ont été déposées contre elle par plusieurs jeunes migrants, aujourd'hui titulaires d'un statut officiel de réfugié. Peut-être devra-t-elle s'absenter quelques jours d'Angoulême pour venir répondre de ses actes devant le tribunal de Guéret...

Quand on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage. C'est ainsi que, dans cette même affaire, Madame Magali Debatte a agi envers les nombreuses habitantes et habitants qui se sont mobilisés pour soutenir ces jeunes migrants. Puisque ceux-ci s'opposaient à son action, elle les a affublés de quelques noms à ses yeux disqualifiants : ce n'étaient que militants d'ultra-gauche, extrémistes dangereux, anarchistes, zadistes, furieux, violents, infime minorité, etc., toute cette sempiternelle litanie de qualificatifs qui rêvent l'autre comme dangereux pour mieux ignorer ce qu'il dit ou défend. Ceci s'est traduit concrètement vis-à-vis de certaines communes ou associations de notre département par quelques mesures de rétorsions, non officiellement assumées bien sûr (ici une subvention annulée, là la suppression de quelques emplois aidés, ailleurs un acharnement gendarmesque dans les contrôles et la surveillance — y compris par hélicoptère !).

Voilà donc à qui nous avons dû nous confronter durant deux années au cours desquelles le départ de la préfète faisait partie des événements les plus attendus. Nous le lui avions du reste dit clairement quelques mois après son arrivée en organisant un « pot de départ » sur la grande place de Guéret, au cours duquel Magali Debatte et son sinistre secrétaire général (Monsieur Olivier Maurel, aujourd'hui sous-préfet de Riom) ont été expulsés en effigie dans un charter d'Air OQTF*. La plaisanterie ne fut pas de son goût : contre 200 pacifiques et joyeux manifestants qui organisèrent ce charivari bon enfant, elle déploya une centaine de CRS, ferma la préfecture au public et boucla une partie du centre ville !

Aujourd'hui, presque deux ans après ce pot de départ anticipé, Magali s'en va enfin. Nous en sommes très heureux et

compatissons sincèrement aux affres que la Charente risque de connaître. Mais chères Charentaises et Charentais, ne désespérez pas ! Dans deux ou trois ans, vous aussi, vous en serez débarrassés !

Avec tous nos encouragements,
Des Creusoises et des Creusois outragés, pourchassés,
vilipendés, mais aujourd'hui li-bé-rés !

* Obligation de quitter le territoire français



Les soubresauts du vieux monde

28 juin, 19h30 : Michel Moine est réélu maire d'Aubusson pour un quatrième mandat. Comment ce roublard de la politique a-t-il pu être réélu, lui dont la gestion est épinglée par la Cour des comptes et la Justice pour un trou de 4 millions d'euros à la communauté de communes qu'il a présidée, et pour plusieurs autres opérations douteuses tant à la comcom que dans sa commune (1) ?

Commençons par un petit retour sur la campagne électorale à Aubusson, dans l'ordre d'apparition des acteurs.

Premier déclaré, Pissaloux. Téléguidé par Gérard Chabert, maire de Saint-Maixant et opposant farouche à Michel Moine, Jean-Luc Pissaloux, l'homme au CV de 200 pages (*La Montagne* du 9/12/2019) est un universitaire lyonnais spécialisé dans le droit des collectivités et en finances locales, mais visiblement pas dans la communication. En peu de temps, il parvient à donner de lui l'image d'un personnage imbu de lui-même, donneur de leçons, et finit par horripiler nombre d'Aubussonnais. 9 % au premier tour. Exit Pissaloux.

Deuxième déclaré, Auclair. L'ex-député Jean Auclair, élu du même format que Michel Moine, mais pas du même bord, annonce officiellement sa candidature. Son objectif : « se faire Moine » (même s'il s'en défend). Raté : rattrapé par la Justice « pour des fautes présumées dans la gestion de son commerce de bétail », il jette l'éponge en janvier. Exit Jean Auclair. Il est néanmoins remplacé par Catherine Debaenst, cadre hospitalière à l'hôpital du Mont, sans grande expérience politique.

Troisième déclaré, Moine. Sans véritable surprise, les Creusois découvrent la candidature de Michel Moine en décembre. Il se défend de vouloir croiser le fer avec Auclair : « Je ne veux pas parler de mes adversaires pendant la campagne, je veux juste que l'on s'intéresse aux projets » (*La Montagne* du 4/12/2019). De fait, il peine à se constituer une équipe : plusieurs de ses adjoints lui ont tourné le dos et non des moindres. Il finit par constituer une liste avec très peu d'anciens. Peu avant le deuxième tour, il retire d'ailleurs leurs délégations à deux de ses adjoints, l'un parce qu'il se présente sur la liste de Jean-Luc Léger, l'autre parce qu'elle a annoncé qu'elle ne voterait pas pour lui. Un troisième adjoint, indigné par ce traitement infligé à ses deux collègues, annonce sa démission dans la foulée.

Quatrième déclaré, Léger. Poussé par le PS local et avec le soutien du député Jean-Baptiste Moreau, Jean-Luc Léger, président de la comcom Creuse Grand Sud se déclare à son tour. Pour constituer sa liste intitulée « Rassembler pour Aubusson » il va jouer la carte de l'ouverture en ratissant très large : il sollicite des personnes connues pour leur implication à droite, la représentante de la REM d'Aubusson, des membres du PS local, des écologistes déclarés (il n'y a pas de candidature EELV) et des associatifs plutôt de gauche. De gauche, mais pas trop quand même : une personne connue pour ses sympathies avec La France insoumise a été écartée *in fine*, en tant que personnalité « trop clivante »...

À noter également une tentative de « liste citoyenne » initiée par trois personnes, animatrices du site Vigie 23

(<http://vigie23.chez.com>). Ces « citoyens vigilants » comme ils se nomment n'ont pas su convaincre et ont abandonné la partie.

15 mars, premier tour

La liste « Rassembler pour Aubusson » de Jean-Luc Léger arrive en tête avec presque 37 % des suffrages (440 voix), soit 46 voix de plus que la liste « Aubusson Naturellement » de Michel Moine (394 voix soit moins de 33 % des suffrages). Panique chez Moine, mais sauvé par le gong ! La crise du Covid va lui donner une chance inespérée, celle de jouer (et globalement plutôt bien, pour une fois disent les mauvaises langues) son rôle de maire et accessoirement de remettre en selle le candidat. Il va être sur tous les fronts : appels téléphoniques à toutes les personnes âgées repérées comme isolées, soutien médiatisé au personnel soignant, interpellation virulente de l'ARS (mais sans publication de la réponse cinglante qu'il en a reçue), soutien au professeur Raoult, opération de nettoyage des rues, rafraîchissement des peintures et des passages piétons... Sans oublier de publier régulièrement sur sa page Facebook des informations sur ses initiatives de maire et des propos venimeux sur son adversaire principal. Et puis, cerise sur le gâteau, il reprend à son compte l'initiative de la municipalité de Bort-les-Orgues en proposant un soutien de 100 000 euros au commerce local, complété par l'achat pour 3 400 euros de chèques cadeaux édités par l'association des commerçants, chèques d'une valeur de 10 euros l'unité distribués à chaque habitant de la commune. Fidèle à sa méthode, il en fait l'annonce à la presse près de quinze jours avant de présenter le projet au conseil municipal...

28 juin, deuxième tour

Par rapport au premier tour, 120 électeurs supplémentaires se sont exprimés, et si l'on rajoute les 105 voix obtenues par Pissaloux, cela fait 225 voix qui se répartissent ainsi : Moine + 152 voix, Léger + 65 voix et Debaenst + 8 voix. Michel Moine est élu pour un quatrième mandat avec 546 voix (41,33 % des suffrages), 41 de plus que Jean-Luc Léger (505 voix, 38,23 % des suffrages), loin devant Catherine Debaenst (270 voix, 20,44 %). Il y a trois bureaux de vote à Aubusson : un pour le centre-ville, deux pour les périphéries. Ce sont ces derniers qui ont donné l'avantage : l'Aubusson populaire a voté Moine. Notons que cette victoire est loin d'être un plébiscite et que le taux d'abstention est historiquement élevé (41,76 % contre 29,54 % en 2014).

Le signe d'une confusion

On peut voir dans ce résultat d'une part l'expression du désintérêt à l'égard des politiques politiciennes, d'autre part le signe d'une confusion, d'un manque de clarté des forces en présence.



Si Aubusson n'échappe pas au phénomène national de désintérêt pour les politiques et leurs « affaires » d'où sont issus des mouvements tels que Nuits debout ou les Gilets jaunes, l'effet confusion joue à plein. D'un côté, les Aubussonnais se sont retrouvés face à une droite insipide, incapable de se positionner ni de fédérer, malgré ses nombreux partisans. De l'autre, une pseudo gauche, dont les deux têtes de listes sont impliquées, à des degrés divers certes, dans la catastrophe économique et humaine de la comcom Creuse Grand Sud. Plus précisément, on a assisté au duel de deux « barons », politiciens professionnels, plus aptes à se battre pour la conquête du pouvoir qu'à fédérer pour un projet commun.

Jean-Luc Léger a joué la carte rassemblement de façon trop « macronienne » : il n'y a plus ni gauche ni droite, le PS est moribond, la droite est laminée, sans pour autant donner de ligne claire. Résultat : certains électeurs plutôt de gauche ont trouvé le soutien de la REM inadmissible. D'autres, plutôt de sensibilité de droite, ont regretté que sa liste ne se soit pas assez positionnée vers la REM. Il faut dire que certains de ses colistiers s'y sont fermement opposés. Bref, vu de l'électeur aubussonnais de gauche, le choix n'était pas simple : d'un côté un élu sentant le souffre, prenant le parti de Dominique Simoneau contre les fantasmés « ultras » du Plateau, mais tenant un discours positionné à « gôche » ; de l'autre, un tenant d'une gauche molle, dont la faute majeure est d'avoir accepté le soutien de la REM. Certains ont préféré l'abstention, d'autres ont adhéré au discours étiqueté « gauche » de Moine en le soutenant clairement plutôt que d'accorder leur voix à Léger, quitte à passer au-delà de ses turpitudes.

Troisième tour : l'élection du bureau du conseil communautaire

Valérie Bertin, maire de Vallière, « petite » commune plus rurale qu'Aubusson et Felletin, se retrouve élue présidente de la communauté de communes Creuse Grand Sud. Elle s'est décidée à la candidature en dernière minute sous la pression « amicale » de la droite départementale (qu'elle soutient) et de... Michel Moine himself qui, s'il n'a pas osé se représenter, a tout fait pour empêcher Jean-Luc Léger d'accéder à la présidence. Néanmoins, cette nouvelle configuration semble globalement plus favorable à un équilibre rural et urbain sur ce territoire. La question qui reste est celle-ci : Valérie Bertin saura-t-elle jouer son rôle ou va-t-elle être un jouet aux mains des politiciens ?

Antoine Crouzy

(1) Rapport de la chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine - Exercices 2012 et suivants - Juin 2018

Rempnat

RESTERA UNE COMMUNE

Rempnat est une des rares communes à n'avoir eu aucun candidat lors des dernières élections municipales. Une situation peu fréquente : en général, quand il n'y a pas de liste au premier tour, les gens réagissent et se mobilisent pour en présenter une au second. Mais ce petit bourg de 149 habitants (en 2017) est resté orphelin devant les urnes... Alors, dans ce cas, que se passe-t-il ?

La Préfecture à la rescousse

La Préfecture désigne, dès le lendemain du second tour, une délégation spéciale pour gérer les affaires courantes, tout en accordant un délai de trois mois aux habitants pour qu'ils s'organisent. Pendant ce temps, la commune est dirigée par trois personnes, qui resteront en fonction jusqu'au 30 septembre. Il s'agit en l'occurrence de trois retraités : un ex-préfet, un ex-gendarme et une ex-comptable du trésor public. L'ancienne équipe et son maire sont totalement déga- gés de leurs responsabilités.

Des pouvoirs très limités

Leur tâche est d'assurer la bonne marche de la commune. Par exemple, la mairie ne disposait plus de secrétaire, pour cause de mutation. L'équipe, ne pouvant embaucher, a donc fait appel au centre de gestion départemental (1) pour pour- voir le poste, à mi-temps, jusqu'au 31 octobre. Ils règlent fac- tures et salaires, tiennent les comptes, veillent à honorer les engagements de la commune mais ne peuvent en contracter de nouveaux. La collectivité peut donc fonctionner normale- ment. Mais rien de plus...

Et un objectif précis

Leur but principal reste pourtant d'organiser de nou- velles élections. Pour cela il faut tenter de solliciter la fibre citoyenne des habitants et donc de les informer clairement des conséquences de leur choix. Une réunion publique s'est tenue le vendredi 31 juillet avec une quarantaine de personnes. Il y a été expliqué qu'en cas d'inertie persis- tante, une dernière chance sera offerte aux électeurs : une nouvelle délégation spéciale (avec peut-être les mêmes personnes, si elles acceptent la mission), et un nouveau délai de deux mois pour de nouvelles élections. Et si vraiment, personne ne veut prendre la barre, alors la délégation en place sera chargée de préparer la fusion avec une commune voisine, mais pas obligatoirement limitrophe, ni du même département.

Finalement...

Les habitants de Rempnat ont eu jusqu'au 27 août pour déposer une liste de candidats, même incomplète, pour des élections les 13 et 20 septembre. La délégation s'est-elle montrée particulièrement convaincante ? Ou est-ce la pers- pective de la fusion ? Voilà que deux listes ont été déposées, dont une, il est vrai, avec seulement trois candidats. Comme quoi il ne faut jamais désespérer...

Eliane Dervin

(1) Les centres de gestion sont des établissements publics gérés par des employeurs territoriaux. Ils peuvent, entre autres, offrir des services de remplacement de personnel. Voir le site de la fédération nationale sur fncdg.com.

Domps

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2020

Domps est un village de 118 habitants (chiffres 2017). 47 % ont plus de 60 ans, 8 % ont moins de 15 ans. Fait marquant, 20 étrangers y habitent soit 16 %. Un village plutôt vieillissant donc.

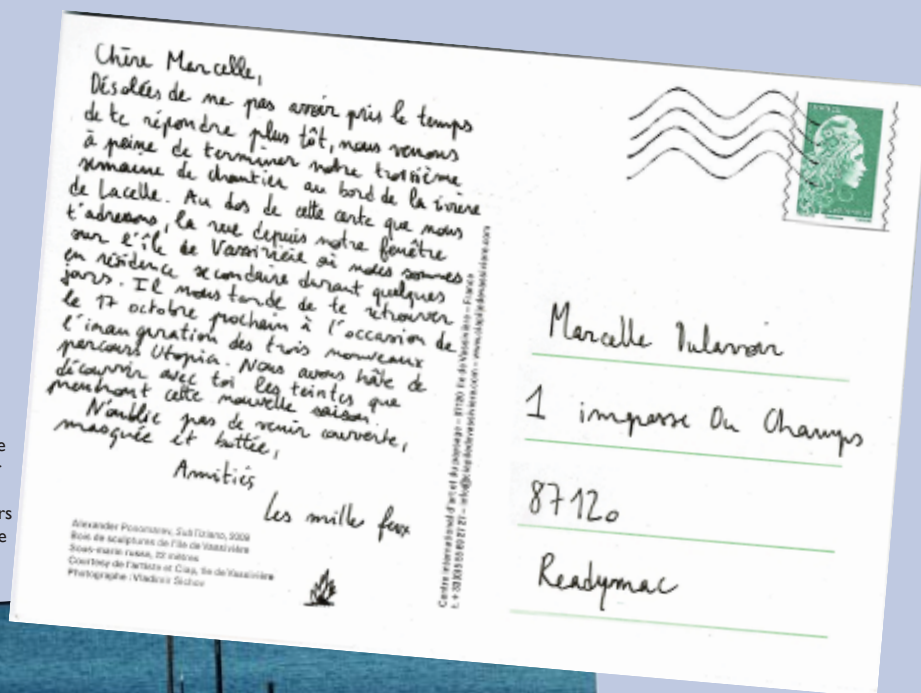
C'est dans ce contexte que l'ancienne maire ne se repré- sentant pas, le village s'est trouvé avec une seule candidate au premier tour, car les personnes intéressées, plutôt dans la catégorie des actifs, craignaient de ne pouvoir assurer. Cependant, une liste a pu se constituer au second tour et la maire, ex-élue dans l'ancien conseil, est toute jeune : 27 ans. Seuls trois conseillers viennent de l'ancien conseil et un autre a exercé des fonctions électives dans une autre mandature, les huit autres sont novices. C'est une équipe équilibrée en genre, plutôt jeune mais assez disparate dans ses origines. Il y avait un projet *a minima* : le maintien des services et commerces ainsi que la mise en place d'un dia- logue avec les habitants, ce qui s'avère néanmoins difficile du fait de l'âge de certains et de la forte présence étrangère (britanniques et néerlandais).

Pour l'instant, l'équipe découvre les dossiers, la sujétion à l'État et la Com-com. Lors du vote du budget, elle a décidé la restriction des subventions aux associations ainsi que l'augmentation de l'indemnité de la maire et du premier adjoint...

Dominique Weber

Vassivière Utopia versus Vassivière Dystopia

Suite à l'article de Marcelle Dulavoir paru dans notre dernier numéro et à une étrange erreur de la Poste, nous avons reçu une carte qui ne nous était pas adressée, de la part des Mille Feux, artistes sélectionnés cette année pour poursuivre l'opération « Vassivière Utopia ». Nous la publions ici pour la porter à la connaissance de sa destinataire mais aussi de l'ensemble de nos lecteurs à qui l'invitation à l'inauguration des trois nouveaux parcours Utopia, le 17 octobre 2020, s'adresse également. L'occasion d'aller se faire sa propre opinion entre Utopia et Dystopia !



Éoliennes : avis de tempête sur la Montagne limousine

Les centrales d'aérogénérateurs industriels¹ s'accumulent sur les cartes limousines que les collectifs d'opposant·es actualisent au fur et à mesure que les projets sortent de l'ombre. D'un côté, cinq ans de politiques d'éloignement progressif entre les centres de décision et les habitant·es, et de réduction des espaces de concertation au niveau local ; d'un autre, des programmes de développement massif de production d'énergie d'origine éolienne. Il fallait s'y attendre, la tension monte dans les hameaux limousins entre habitant·es, élu·es et promoteurs de centrales. Tour des enjeux de la bataille qui s'annonce sur la Montagne.

Un peu d'air ne ferait pas de mal

L'avalanche des projets de centrales d'aérogénérateurs industriels et l'opacité dans laquelle ils sont mis en œuvre a de quoi sidérer n'importe quel·le habitant·e de la Montagne limousine. Et ces dernières n'ont pas fini de se mobiliser pour, déjà, juste avoir accès à ce qui se trame près de chez elles et eux, et tâcher de comprendre qui décide de ces implantations. Y a-t-il un plan général quelque part ? Pourquoi maintenant et si massivement ? Et ensuite : va-t-il y avoir le temps de réfléchir un minimum à leur pertinence avant de se retrouver au milieu d'un semis géant de machines de plus de 100 m de haut ?

Plusieurs mouvements, à différentes échelles, conduisent à la multiplication des projets sur les trois départements limousins. Le premier est celui de l'impulsion européenne et nationale donnée à la production d'énergie d'origine éolienne. Dernier en date, le plan pluriannuel de l'énergie d'Emmanuel Macron (avril 2018) prévoit un doublement de la puissance éolienne terrestre d'ici 2028.

Un deuxième mouvement est celui des promoteurs. Ces entreprises qui installent et exploitent des centrales d'aérogénération surfent sur les programmes de lutte contre le réchauffement climatique et, regroupés dans France énergie éolienne (FEE), savent se rendre utile auprès des décideurs et planificateurs dans la conception des plans de développement.

Un troisième mouvement concerne les évolutions du cadre juridico-administratif : depuis 10 ans, différents textes, de la loi NOTRe aux lois sur la transition énergétique, rendent ce cadre de plus en plus favorable aux implantations (lire page 9 : *Des ZDE au SRADDET : les communes perdent la main*). À l'inverse, les procédures de contestation sont amputées (cf. encadré). Dans le même temps, la baisse des dotations financières de l'État aux communes rendent celles-ci plus enclines à donner suite aux promesses de recettes fiscales annoncées par les promoteurs.

Le quatrième mouvement est technologique. En effet, les nouvelles machines commencent à produire avec des vitesses de vent moindres. C'est ainsi que le Limousin, du point de vue du vent, a vu passer la proportion de sa surface favorable à l'aérogénération industrielle de 15 % à 80 % entre le schéma régional éolien de 2006 (seuil à 5,5 m/s à 80 m de hauteur) et celui de 2013 (seuil à 4,3 m/s à 80 m de hauteur). De plus, l'augmentation de la taille des mâts et des pâles permet d'aller chercher du vent plus haut et d'aller prospecter dans des zones aux gisements de vent jusqu'alors moins intéressants.

Le Limousin, préservé donc à conquérir

Le dernier mouvement est celui qui pousse à concentrer les nouvelles implantations dans les zones jusqu'à maintenant peu dotées. Vu des bureaux d'études, la détermination des zones favorables est simple. Il suffit d'empiler des calques de cartes thématiques définissant, chacune selon son critère (vent, sécurité aéronautique, habitat, biodiversité, patrimoine et paysage), des zones « défavorables », « favorables à fortes contraintes », « favorables à contraintes modérées », ou « favorables », et d'en tirer une liste de communes « favorables ». À l'échelle nationale, ce sont les Hauts-de-France, la Bretagne, les vallées et crêtes méditerranéennes qui sont sorties gagnantes de ce jeu de cartes.

À l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine (cf. carte page 9), ce sont les quatre départements de l'ex-Poitou-Charentes qui ont tiré le gros lot... jusqu'à la saturation. Au point qu'en décembre dernier, les présidents de leurs conseils départementaux respectifs, dénonçant « un développement

anarchique » dans « un vide juridique total », ont menacé d'attaquer les arrêtés d'autorisation et de soutenir les associations qui s'opposent à l'aérogénération industrielle. Ils réclament une meilleure répartition territoriale des centrales.

Les forêts des Landes étant sujettes aux incendies et les pilotes de canadiens refusant de faire du slalom entre des mâts ou de terminer hâché·es comme de vulgaires rapaces (la Région espère cependant à terme lever ces contraintes), tous les regards se tournent vers le Limousin et ses 70 MégaWatt (MW) installés, contre 805 MW en Poitou-Charentes et quasiment 0 dans l'ex-Aquitaine. Selon le collectif qui a déposé un recours contre le SRADDET (cf. page 9), la Région prévoit ainsi l'installation à terme de 288 aérogénérateurs en Creuse (contre une trentaine aujourd'hui), 217 en Haute-Vienne et 207 en Corrèze.

Le rôle clé des propriétaires et conseils municipaux

Si ces mouvements qui se conjuguent ont pour conséquence une offensive sans précédent des promoteurs de centrales d'aérogénération en Limousin, nul trace, en revanche, d'une planification territoriale fine à l'échelle locale et à l'écoute des communes et des habitant·es. Forts de ces mouvements de fond qui les favorisent, les promoteurs passent aux cartes détaillées, ciblent les communes dites « favorables » et délimitent des polygones sur des crêtes à plus de 500 m des habitations. Vient ensuite le démarchage des propriétaires des parcelles visées et des conseils municipaux.

Aux premiers, les promoteurs proposent des baux aux montants alléchants (plusieurs milliers d'euros par an). Montants qui dépassent très largement en quelques années la valeur d'achat de la parcelle visée, mais permettent de s'affranchir des coûts autrement plus importants de la remise en état du site à la fin de vie de la machine. Peu au fait des enjeux liés aux aérogénérateurs industriels et pris dans la communication des promoteurs (leur unique interlocuteur), nombre de propriétaires ne mesurent pas la portée et l'impact de leur décision personnelle, qui de fait ressort plutôt de l'intérêt public. Situation qui fait dire à un participant d'une réunion publique à Gentioux qu'il y a là « un abus de jouissance du droit de propriété ».

Du côté des conseils municipaux et intercommunaux (majoritairement de petites communes rurales aux moyens d'expertises réduits), les propositions financières sont aussi tentantes. Il leur est demandé, en échange, des droits d'usage de chemins communaux et des permis pour l'installation de mâts de mesure. C'est la fameuse phase de « pré-faisabilité », terme qui laisse entendre que tout est encore réversible. Or à ce stade, si des propriétaires ont donné leur accord, il n'y a plus de retour en arrière possible. Le pouvoir bascule alors vers les préfetures et leurs services techniques, et ensuite, peut-être, le rapport de force que peuvent instaurer des habitant·es y pourra quelque chose.



Une carte collaborative de l'éolien en Limousin

À l'initiative de quelques personnes une carte des éoliennes en fonctionnement et en projet en Corrèze, Haute-Vienne et Creuse a été élaborée et sera régulièrement actualisée. Accessible uniquement sous format numérique elle permet en cliquant sur les sites répertoriés de découvrir les caractéristiques de chaque projet. Cette publication collaborative se veut un point de convergence pour les nombreux groupes, somme toute assez éparpillés, qui suivent, s'informent ou combattent ces projets. Pour voir la carte : <http://u.osmfr.org/m/495403/>

Quand les habitant.es s'éveillent

Ainsi, de projets en projets, l'histoire se répète : au stade de la « pré-faisabilité », un élu défavorable ou des habitant.es sortent le projet de l'ombre, se réunissent en association qui font vite beaucoup d'adhérent.es et interpellent les élu.es qui, souvent, reviennent sur leurs décisions. Mais il est parfois trop tard. Et l'affaire est portée sur le terrain judiciaire (le cas de 70 % des projets en 2017, selon l'ADEME). En Creuse, le collectif *Alerte éoliennes 23* tâche depuis 2017 de recenser précisément les projets d'implantation de centrales dans le département (liste détaillée sur le site de *Stop-mines 23*). À ce jour, il a recensé 202 machines : 35 en exploitation, 33 autorisées ou en construction, 35 en instruction à la préfecture et 101 en projet. Toujours en Creuse, la quinzaine d'associations locales a tenté, au printemps 2019, de se fédérer dans un collectif *SOS Éole 23*. Des désaccords internes ont freiné la dynamique et amoindri l'ampleur d'une manifestation en janvier 2020 à Guéret. Mais une réunion ce printemps, rassemblant une quarantaine de personnes, a relancé le mouvement. Une nouvelle manifestation est prévue le 10 octobre à Guéret avec aussi des collectifs de l'Indre (sous réserve de l'autorisation de la préfecture). Par ailleurs, pas à pas, des liens se tissent avec des collectifs de la Montagne limousine.

À Gentioux-Pigerolles, l'*Association de défense du vivant des paysages du plateau de Gentioux* a relevé l'avancement de trois projets de centrales sur la commune et de deux autres alentour. Du côté de Bugeat, c'est l'association *Mille Vents Debout pour la protection du plateau de Millevaches* qui bataille sur une centrale de 6 à 9 aérogénérateurs sur les communes de Bonnefond, Bugeat, Gourdon-Murat et Pérols-sur-Vézère. Les deux associations ont averti les habitant.es de leur commune respective par des tracts avant les élections municipales et ont organisé des réunions d'information au mois d'août. Résultat : le thème est devenu incontournable dans les campagnes électorales et les élu.es sortant.es fortement interpellé.es sur leur soutien aux projets de centrales.

Quant aux réunions publiques, elles ont rassemblé large dans leur nombre et leur composition. Cinquante personnes sur la place de Gentioux et plus de cent cinquante dans le foyer rural de Bugeat, salle où le promoteur avait déjà organisé ses propres réunions d'information. Des participant.es surtout avides d'informations et remonté.es contre le manque de transparence de leurs élu.es. Mais aussi prêt.es à s'approprier la complexité du sujet, de l'urgence de lutte contre le réchauffement climatique à la composition du mix énergétique français. Depuis, la nouvelle équipe municipale de Gentioux-Pigerolles, « plutôt défavorable aux projets en l'état » a envoyé à ses habitant.es une lettre d'information détaillée sur l'état d'avancement des projets et ouvert cinq permanences hebdomadaires jusqu'en fin septembre pour « recueillir leurs avis, questions et propositions ».

Neuf centrales dans le Parc naturel régional

C'est d'ailleurs à ce thème que veut s'atteler, en lien avec le Syndicat de la Montagne limousine, le tout nouveau collectif pour la maîtrise citoyenne de l'éolien sur la Montagne limousine, créé en mars dernier par une vingtaine de personnes représentant 9 projets de centrales sur le territoire du Parc naturel régional (dont le bureau a voté, en décembre 2019, une délibération - non contraignante - contre l'implantation d'aérogénérateurs industriels dans la zone de protection spéciale du Parc). Le collectif a fait sa première apparition publique au camp d'été du Syndicat et des Gilets jaunes en juillet à Lacelle. Dans ses cartons : un séminaire public sur la question des énergies renouvelables, locales, durables, etc. à l'échelle du Plateau afin d'aboutir à des recommandations.

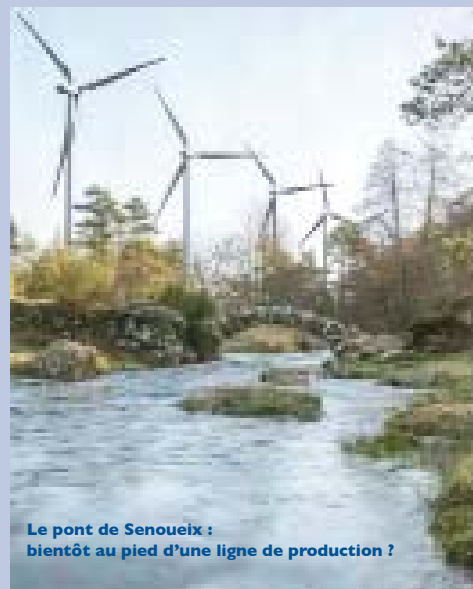
C'était un peu la démarche en 2018 d'un groupe départemental de travail et de réflexion en Corrèze. Réunissant au « niveau départemental des représentants des collectivités, des associations et des organismes professionnels concernés à la fois par l'avenir du territoire et de l'environnement », il s'était donné pour but de « rédiger un document réunissant les observations de terrain des participants ainsi que des analyses relatives au développement des projets éoliens conduisant à des recommandations pour la Corrèze ». Le document d'information qui en est ressorti est très riche d'expériences concrètes (*L'Éolien en Corrèze, document d'information*, 22 mai 2018).

Tout ceci laisse penser que l'automne sera chaud sur le sujet, à moins qu'un moratoire de quelques années sur les projets en cours permette aux différentes parties prenantes d'élaborer localement et collectivement une position pertinente sur la question de l'énergie (production et consommation) et des éventuelles infrastructures à envisager.

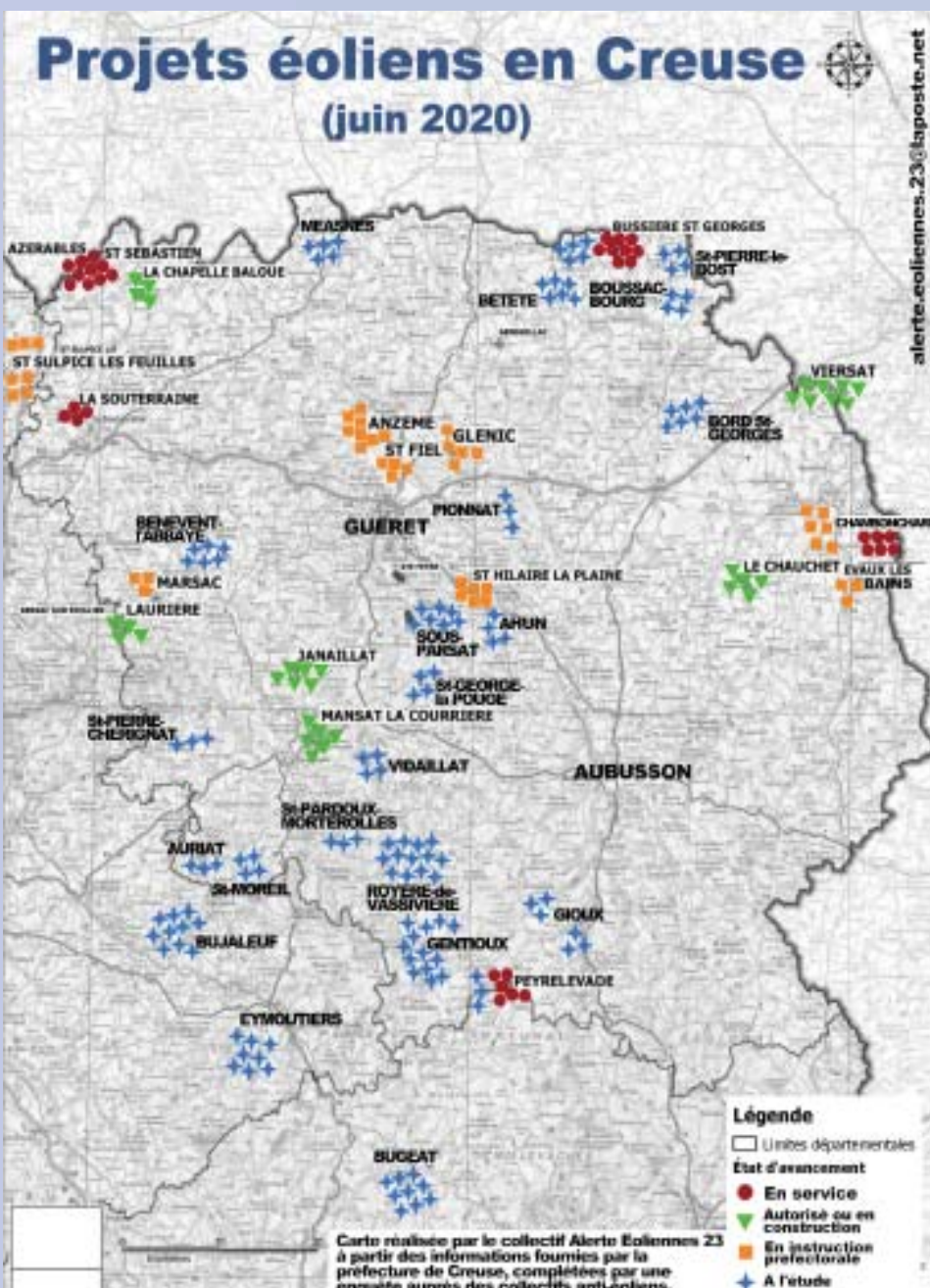
Loïc Bielmann

Pour les habitant.es, de plus en plus dur de se faire entendre

Olivier Dubar et Luis Landrot (administrateurs du collectif d'associations de Bourgogne Franche-Comté), notent dans leur guide *L'Éolien et l'élu* que « les moyens institutionnels de se faire entendre pour les habitants ont été rognés par deux décrets en 2018 ». Le premier décret (Lecornu du 29 novembre 2018) précise que pour l'éolien, et pour l'éolien seulement, le citoyen ou des associations de défense ne peuvent plus accéder gratuitement au juge de première instance. Ces derniers doivent se faire accompagner d'un avocat pour plaider directement en deuxième instance de la juridiction administrative. En ce qui concerne l'enquête publique, le second décret (de Rugy du 24 décembre 2018) prévoit de supprimer le commissaire enquêteur. Les citoyen.nes devront faire leurs observations par internet où elles seront examinées par le préfet, le même préfet qui signe l'autorisation. Selon les mêmes auteurs, « ce simulacre d'enquête publique est actuellement expérimenté en Bretagne et dans les Hauts-de-France. Il sera probablement généralisé à toute la France. »



Le pont de Senoueix : bientôt au pied d'une ligne de production ?



Des ZDE au SRADDET : les communes perdent la main

De lois en décrets, de programmes en schéma intégrateur de planification stratégique, le rôle des communes et intercommunalités est passé de celui d'initiateur de centrales d'aérogénération à celui d'échelon pertinent pour cibler, depuis Bordeaux, Paris ou Bruxelles, les zones favorables à l'implantation de centrales.

Des ZDE...

En 2005, la loi POPE (Programme fixant les orientations de la politique énergétique) introduit le principe des ZDE (Zones de développement de l'éolien). À partir du 14 juillet 2007, les centrales d'aérogénération doivent être envisagées au sein de ZDE. Outils de planification local, les ZDE cherchent un équilibre entre, d'un côté, l'augmentation de la production d'énergie d'origine éolienne en garantissant aux promoteurs respectant ce zonage un tarif préférentiel d'achat de l'électricité par EDF fixé par l'État, et, de l'autre, la maîtrise des implantations en les soumettant à des critères (environnementaux, sanitaires, paysagers...) et en en confiant l'initiative aux communes (ou intercommunalités). L'autorisation préfectorale intervenant après un passage dans une commission départementale compétente. Cependant, la création des ZDE fait que les implantations de centrales d'aérogénération dans ces zones ne relèvent plus du code de l'urbanisme mais du code de l'énergie.

Dans la même idée de maîtriser les implantations, la région Limousin, sûrement soumise à la pression du lobby de l'aérogénération industrielle, se dote en 2006, à son initiative, d'un Schéma régional éolien (SRE).

Dernière tentative de maîtrise en 2011, avec la création d'une rubrique éolienne dans la nomenclature relative aux Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Toute demande de permis de construire doit désormais s'accompagner d'une étude d'impact sur la santé et l'environnement.

... aux SRE

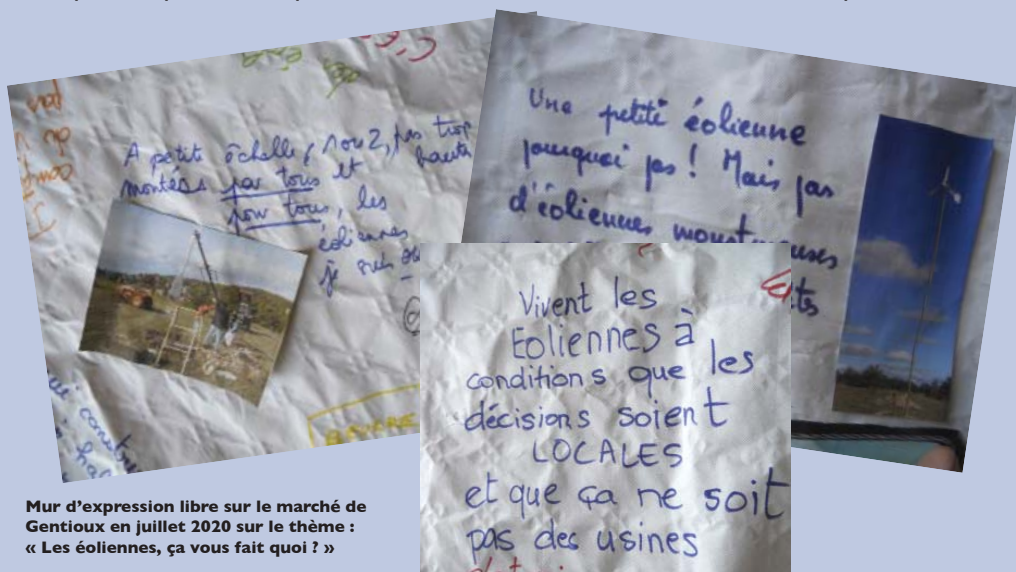
Mais le rouleau compresseur est déjà en route. Avec la loi Grenelle de 2010, les ZDE sont remplacées par un Schéma régional éolien - SRE (annexe obligatoire du tout aussi obligatoire Schéma régional climat air énergie - SRCAE). Intégrant les objectifs européens déclinés nationalement (et les colossales pressions de la filière aérogénération industrielle à ces échelles), le SRE limousin devra prendre sa part des 700 nouveaux aérogénérateurs qui devront s'implanter en France d'ici fin 2020. Avec la fin des ZDE, le zonage se fait désormais à l'échelle régionale avec une liste de communes définies comme favorables au développement de l'énergie éolienne selon tout un tas de critères (cf. article page 6). Adopté en avril 2013, le SRE limousin ne verra jamais le jour : l'arrêté préfectoral le concernant est annulé le 17 décembre 2015 par le tribunal administratif de Limoges (annulation confirmée par la cour administrative d'appel de Bordeaux un an plus tard) au motif que le document ne comportait pas d'évaluation environnementale...

Nouvelle offensive en 2015 avec la loi NOTRe. L'organisation territoriale de la République devient, elle aussi, industrielle. Désormais, dans les nouvelles grandes régions, les schémas régionaux sectoriels (dont le SRE fait partie) sont remplacés par - accrochez-vous - un « Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité de territoires », le SRADDET. S'inscrivant dans la marche forcée vers les énergies renouvelables balisée par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte de Ségolène Royal (17 août 2015) et le programme pluriannuel de l'énergie d'Emmanuel Macron (21 avril 2018) qui veut doubler la puissance installée d'éolien terrestre d'ici 2028, le SRADDET de la Nouvelle-Aquitaine (approuvé par la préfecture de région en mars 2019) prévoit, lui, de multiplier par 2,5 la puissance installée dans la grande région.

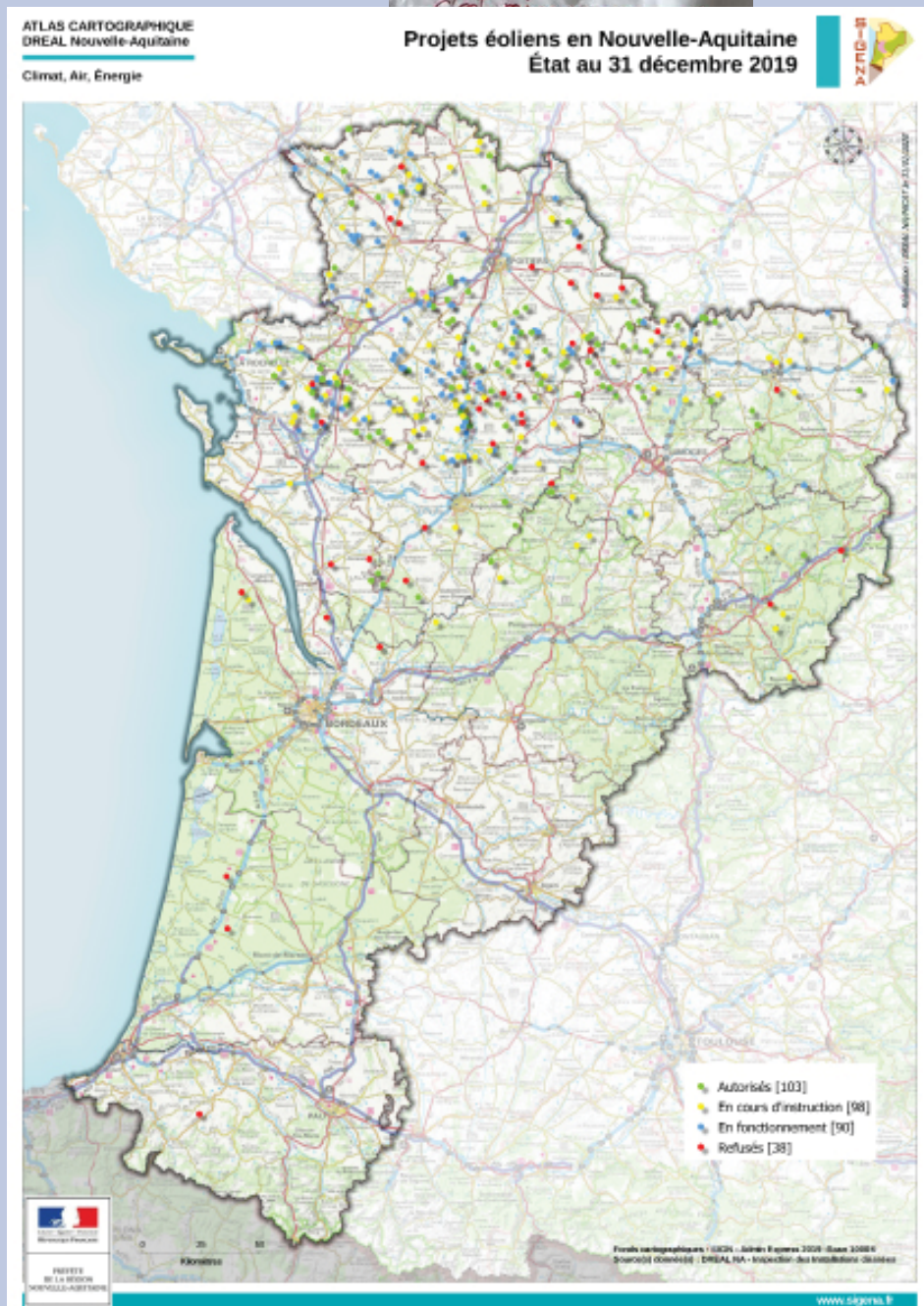
Mais les opposants sont pugnaces. Trois mois plus tard, le 5 juin 2020, un collectif de 11 associations, en représentant 165, dépose un recours contre le SRADDET devant le tribunal administratif de Bordeaux. Selon lui, il y a une contradiction dans les objectifs du SRADDET : comment passer de 677 à 1 600 (en 2030) puis 2 790 (en 2050) aérogénérateurs industriels tout en voulant sanctuariser les espaces agricoles, réduire l'artificialisation des sols, protéger les forêts et la biodiversité ?

Heureusement, le SRADDET pense encore aux communes et aux habitants es... notamment comme partenaires financiers dans les projets de centrales d'aérogénération : « La territorialisation des projets et l'implication directe des collectivités locales et des habitants y compris comme partie prenante dans les investissements financiers » (La Nouvelle-Aquitaine en transition. Rapport d'objectifs du SRADDET, décembre 2019, p. 150).

Loïc Biellmann



Mur d'expression libre sur le marché de Gentioux en juillet 2020 sur le thème : « Les éoliennes, ça vous fait quoi ? »





Pôle Viandes Locales

À Bourgageuf, le Pôle viandes locales, imaginé depuis plus de 10 ans a commencé son activité depuis le mois d'avril de cette année. En 2007, c'est la fermeture des abattoirs de proximité (Guéret, Eymoutiers, Giat...) qui a mis en route ce projet de Pôle viandes locales porté, à l'époque, par une trentaine d'éleveurs limousins orientés vers la vente directe.

Le Pôle viandes compte à ce jour plus de 70 actionnaires, majoritairement producteurs, ainsi que trois actionnaires particuliers dont le lycée agricole d'Ahun. Cela représente une centaine de producteurs répartis sur les départements de la Creuse, de la Haute-Vienne et de la Corrèze. Ce pôle s'inscrit pleinement dans l'idée de la relocalisation de l'économie. Il est d'ailleurs écrit dans les statuts de la SAS que le pôle a une capacité limitée et n'a pas été conçu pour s'agrandir mais pour être reproductible sur d'autres territoires.

Ce projet emblématique du territoire s'apparente à une « grosse CUMA » (coopérative d'utilisation de matériel agricole). Plateforme de services de 1 000 m², il comprend un abattoir multi-espèces, un atelier de découpe, des salles de maturation courte et longue durée, une saucisserie, une légumerie, un fumoir-saloir-séchoir, la possibilité de faire des viandes hachées, des pâtés et plats cuisinés, et de stocker en hibernation.

Un projet innovant pour le bien-être animal

La question de l'abattage a depuis le départ été la plus sensible et les porteurs du projet se sont donnés le temps de poser un nouveau jalon en termes de bientraitance animale. La réflexion de ces paysans limousins respectueux de leurs bêtes a bien sûr été percutée par les campagnes animalistes, notamment celles des activistes de L214, qui ont interpellé les consciences des consommateurs et poussé à une réponse politique. La bientraitance animale (à ne pas confondre avec le bien-être animal) est un élément premier de cet outil multi-espèces avec une bouvierie innovante en termes de conditions d'accueil et d'attente des animaux et un prototype de box d'étourdissement multi-espèces. Un conseil scientifique accompagnant le projet a mobilisé les recherches les plus poussées en éthologie (étude du comportement animal) en s'appuyant sur les écrits de l'américain Temple Grandin d'une part, de chercheurs de l'Inra comme Claudia Terlouw ou même de militants de l'Afaad (Association en faveur de l'abattage des animaux dans la dignité). Les membres de ce conseil scientifique ont validé les étapes de la conception. Des PME ont relevé le défi de cet abattoir destiné à accueillir l'équivalent de 10 vaches par semaine et non 80 à l'heure.

Le parcours, à partir de la sortie de la bétailière, est conçu dans le moindre détail : pente de la rampe d'accès, lumières bleues, champ de vision restreint, bruits d'eau relaxants, corrales sans angles droits. Les capacités sensorielles des animaux sont différentes des nôtres et entre espèces, il faut en tenir compte à chaque étape de la conception. Des caméras suivent l'animal pas à pas. Évacuer le stress, laisser le bovin, l'ovin ou le porcin progresser à son rythme (l'aiguillon électrique est banni), cela fait partie des « avancées ». Lorsqu'il arrive dans le box de contention qui précède l'étourdissement, celui-ci a été nettoyé en profondeur, les animaux étant très sensibles aux phéromones laissées par leurs congénères. L'innovation ultime concerne le processus de mise à mort proprement dit. De façon traditionnelle, c'est un « matador », qui frappe en un point précis du crâne et crée un choc qui plonge l'animal dans le coma. Pas



d'approximation humaine possible car la tâche est robotisée. La précision est permise par l'intelligence artificielle nourrie de données fournies par les éleveurs eux-mêmes. Ce box d'étourdissement multi-espèces (bovins, ovins, porcins) est une réalisation de la société Lamartine (Allier), une entreprise qui équipe les parcs zoologiques. L'innovation a coûté 400 000 € et a été soutenue à hauteur de 200 000 € par la région Nouvelle-Aquitaine. Ce « micro-abattoir », voué à être la clef de voûte du pôle viandes locales, sera le dernier outil à entrer en fonctionnement sur le site de Langladure.

La valorisation passe par la maturation et l'affinage des morceaux nobles

L'une des stratégies affichées par le pôle viandes locales est celle de la « maturation et de l'affinage », notamment des morceaux nobles des bovins limousins ou charolais. Les plus belles côtes de bœuf mûrissent sont exposées dans des vitrines réfrigérées de la salle d'accueil du pôle. C'est le principe en somme du « vieillissement » du vin ou du fromage appliqué à la viande.

À la mode, notamment dans certains restaurants, la viande mûrie n'est pas un snobisme, c'est un processus lent de transformation qui permet de transcender le goût des viandes de grande qualité en concentrant les saveurs. Et cela prend le contre-pied de la standardisation du produit recherchée par les industriels. Nous partons sur une maturation et un affinage de 21 jours, mais cela peut aller au-delà en fonction des choix de l'éleveur.

À partir d'une viande grasse et persillée, la maturation permet de libérer toute la puissance du goût en conservant à la viande toute sa tendresse. Et puis n'est-il pas plus pertinent de manger moins de viande mais de manger une très bonne viande tant en goût qu'en matière de nutrition ? Autre outil déterminant (et très onéreux) : la cellule d'hibernation qui permet une congélation éclair (à -170 °C), sans altération des fibres et du goût. Au moment de parfaite maturation de nos viandes, nous figeons nos viandes grâce à la cellule d'hibernation. Un vent glacial flashe la viande. L'eau contenue dans les fibres n'a pas eu le temps de se cristalliser évitant ainsi de briser les fibres musculaires. Cela évite de détruire la viande et un effet bouilli à la cuisson qui gâche tout. La cellule d'hibernation a été la machine la plus coûteuse de notre atelier mais au lieu de congeler vous-mêmes la viande, nous offrons ce service pour une meilleure qualité de conservation. Plus de gaspillage non plus.

Une équipe de bouchers et charcutiers engagés dans ce projet

Il n'y a pas que la haute technologie : le pôle viandes locales a recruté quatre bouchers-charcutiers, dont Éric, un ancien artisan indépendant creusois, formé à l'ancienne école de la tripe ce qui nous permet de valoriser le cinquième quartier, c'est-à-dire les abats. Une équipe qui a mis la barre haut également côté salaisons. Du saloir et du séchoir sortent déjà des produits susceptibles de faire un tabac dans les boutiques de vente directe tels les saucissons de bœuf ou le jambon d'agneau (tranches fines de gigots séchés).

Mangez local, mangez mieux, mangez tout !

Aujourd'hui, toutes les conditions sont réunies pour consommer de la viande produite localement. Au-delà des paysannes et paysans auprès de qui vous vous approvisionnez habituellement, vous pouvez aussi, via le site internet www.lesviandespaysannes.net, commander de la viande et venir la chercher sur le site où vous la faire livrer à domicile. Même votre famille ou vos amis éloignés peuvent être livrés où qu'ils soient en France métropolitaine. Les acteurs de ce projet permettent enfin à notre territoire de valoriser un bien patrimonial qu'est la viande.

Cet outil n'aurait pas vu le jour sans la mobilisation des producteurs certes, mais aussi d'élus tels Jean-Paul Denanot (ancien président de la région Limousin), Christian Audouin (ancien président du PNR Millevaches), Michel Ponchut (ancien conseiller départemental de la Haute-Vienne). La région Nouvelle-Aquitaine avec son président Alain Rousset, Geneviève Barat (vice-présidente en charge de la Ruralité) et Jérôme Orvain soutiennent activement ce beau projet. Enfin, la mobilisation des habitants du territoire est à saluer tant par son implication citoyenne que financière. Que tous nos soutiens, de près ou de loin, soient remerciés.

Guillaume Betton

Manger local sur la montagne limousine

La crise du covid a mis en lumière la nécessité de circuits très courts et la valeur des biens de première nécessité. Les producteurs locaux ont été plébiscités. Pour ne pas laisser retomber les choses une fois que la crise sera terminée, le cartographe Quentin Paternoster, nous propose une carte pour « manger local » sur la Montagne. Pour cela, il s'est basé sur les répertoires de plusieurs structures, en particulier le groupement de l'agriculture biologique de la Creuse et le Parc naturel régional de Millevaches.

Cette carte existe aussi sous format numérique accessible avec ce lien : <https://nuage.abiterra.fr/nextcloud/s/eoSMczXR7MfatMn>. Vous pouvez aussi envoyer vos corrections, rajouts ou précisions en vous adressant à ce mail : echarpe@riseup.net. Enfin vous pouvez avoir accès aux références de tous les producteurs mentionnés sur cette carte en cliquant sur ce lien : <https://consommer-local-en-creuse.gogocarto.fr/annuaire>

Produits locaux : les symboles

-  Agriculture
-  Agriculture à l'élevage
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture
-  Agriculture

Produits en circuit

<https://consommer-local-en-creuse.gogocarto.fr/annuaire>



Biens vacants et logements vides, ça suffit !

À l'initiative du Syndicat de la Montagne limousine, vient de paraître une brochure sur les biens vacants et la manière de les récupérer. IPNS est heureux de la joindre avec ce numéro à ses abonné·es et de pouvoir la présenter ici à ses autres lecteur·rices.

Qui n'a pas entendu, après s'être plaint de ne pas trouver à se loger sur le plateau de Millevaches, une remarque du genre « Pourtant, il y a plein de maisons vides sur le Plateau ! » ?

Des exemples à foison...

Il y a quelques années, une personne ayant repéré une maison inhabitée dans son bourg appelle le propriétaire en région parisienne pour savoir s'il serait prêt à louer son bien. « Ah non ! Vous comprenez, c'est une maison qui vient de mes parents, et puis maintenant je ne suis plus en âge de m'en occuper, ce sont mes enfants qui décideront de ce qu'ils veulent en faire... », explique le propriétaire. Après un petit instant de réflexion, il ajoute : « Mais tout de même, c'est étrange que vous ne trouviez pas à vous loger dans le bourg... Il y a tellement de maisons vides ! » L'anecdote n'est pas très différente de celle de cette vieille femme qui allait aérer depuis trente ans une maison inhabitée. Au jeune couple qui lui propose de l'occuper moyennant travaux et petit loyer, elle oppose une fin de non recevoir avec un argument de choc : « Vous comprenez, si je m'étais mariée, c'est la maison que j'aurais habitée. » Et l'histoire de cette autre maison dont le toit s'abîme, les ardoises glissent, les murs se fendillent. La mairie alerte le propriétaire... Il y a danger, péril imminent. Elle le somme de faire quelque chose, un accident pourrait arriver. Résultat : un jour, le propriétaire envoie un bulldozer qui, ni une ni deux, rase le bâtiment.

Dans les années 1970-1980, un château du XIX^e siècle avait fait rêver plus d'un.e nouvel.le habitant.e, qui y aurait bien monté, l'un.e une ferme, l'autre un centre équestre. Mais veto du proprio. La belle demeure, perdue au fond des bois, finira par voir sa porte fracturée, ses boiseries dépeçées, puis son ardoise s'émietter, sa charpente s'effondrer. Quelques pilliers de beaux linteaux étaient passés par là... Il ne reste aujourd'hui qu'une ruine. Un pan de mur, une fenêtre vide, un amas de pierres sous une croûte de lierre. Trois associations repèrent une belle bâtisse dont la toiture vient d'être refaite. Elles y installeraient bien leurs bureaux. Mais le propriétaire, un résident secondaire dont la vie a bifurqué, cherche à en retirer le meilleur prix (il veut au moins récupérer les billes qu'il y a dépensées). Son bien ne vaut pas la moitié de ce qu'il en veut. Sous le panneau « À vendre », un tag rageur est apparu un jour : « À rendre ». Ailleurs, un groupe d'amies tente d'acquérir une maison et le hangar attenant. Amiante dans la toiture, isolation nulle, cloisons à refaire. Le bien ne vaut rien. Les acheteurs sont prêts à le remettre en état, à l'habiter, à le rendre à nouveau vivant. Les propriétaires font monter les enchères avec une hypothétique offre concurrente. Ils s'imaginent détenir une perle immobilière. Maquignons dans l'âme, ils font tout ce qu'ils peuvent pour retirer de l'or d'une poule qui n'est même plus capable de pondre un œuf. Le bâtiment, en attendant, se dégrade...

L'ancien hôtel dépare le haut du bourg. Depuis des années, des privés, la commune, proposent à la famille, absentéiste, de lui racheter le bien. On parle d'en faire un bar, une école, des logements sociaux. Non, le vieux ne veut rien entendre : « Vous en ferez ce que vous voudrez quand je serai mort. » Il finit par décéder. Sa veuve : « Vous en ferez ce que vous voudrez quand je serai morte. » Elle aussi trépassa. Les enfants, qui habitent loin, qui ne savent peut-être même plus à quoi ressemble le vieil hôtel des aïeux, s'imaginent détenir un cinq étoiles sur le plateau de Millevaches. Pas question de céder un tel trésor ! Le toit commence déjà à fuir... La faillite est pour bientôt, mais, en attendant, la friche enlaidit un bourg et bloque des initiatives.

Dans ce village, voilà un jeune qui cherche à agrandir son terrain pour faire du maraîchage. Mais tout est bloqué. Ce qui n'est pas déjà utilisé est gelé : « On veut pas s'embêter avec un locataire », « J'en ferai peut-être quelque chose un jour. » La situation perdure. Le jeune finit par s'en aller ailleurs.

Quelles solutions ?

On pourrait, en arpentant les communes de la Montagne limousine, égrener tout un chapelet d'histoiettes du genre qui illustrent avec une terrible récurrence comment le sacro-saint principe de propriété peut être handicapant pour un territoire qui accueille plus d'habitant.es que de personnes qui le quittent, des habitant.es qui bien souvent peinent à se loger. Que ce soit en empêchant des personnes de trouver facilement un toit, en gelant un immobilier qui pourrait servir, en laissant se dégrader un patrimoine qui devient vite une verrue dans un village quand ce n'est pas un danger. Des propriétaires, souvent non résidents, organisent inconsciemment le blocage du foncier et l'inertie immobilière. Patrimoine en déshérence, biens vacants, ruines désespérantes... À côté, les résidences secondaires, pimpantes ou tristounettes, se font presque pardonner leurs volets fermés et leurs portes barricadées...

La présence de biens vacants, notamment immobiliers, sur le ban des communes, constitue une réelle épine dans le pied des élu.es. Outre les risques encourus pour la sécurité des personnes, ces biens pèsent sur l'image et l'attractivité des bourgs et villages et donnent un aspect d'abandon qui ne facilite pas la revitalisation des centres-bourgs. On ne peut rester passifs devant de telles situations. Des collectivités s'y emploient, souvent en rachetant du bâti, en le réhabilitant puis en l'offrant à la location. Cela a un coût qui est souvent important car il faut rajouter au prix d'achat celui de la réhabilitation qui est souvent très élevé. Mais il arrive que la vente soit impossible ou même parfois que le propriétaire ait disparu ! Même si peu de leviers existent pour agir sur de tels blocages, il y en a malgré tout quelques-uns, trop souvent ignorés, encore moins souvent utilisés, que ce soit par méconnaissance, par timidité politique ou par respect exagéré du droit de propriété.



Une brochure pédagogique

D'une cinquantaine de pages la brochure éditée par le Syndicat de la Montagne limousine est diffusée gratuitement auprès de toutes les personnes qui en font la demande. Elle sera envoyée à l'ensemble des communes du plateau de Millevaches et fera l'objet à l'automne de diverses réunions publiques. Les auteur.es de ce document sont à la disposition des élu.es, des conseils municipaux ou des habitant.es qui souhaiteraient organiser autour de ce sujet des réunions ou des formations.

Contact : syndicat-montagne@ilico.org

La brochure éditée par le Syndicat de la Montagne limousine vise à donner quelques outils pour dégondrer les choses. Il ne s'agit pas d'entrer par effraction (encore que dans certains cas il puisse être légitime de le faire), mais de venir, code en main, loi en tête, se saisir, dans les interstices du droit, des dispositifs et des procédures qui permettent de récupérer des logements vides, des terres en friche ou des maisons inhabitées. L'évolution du droit, notamment au début des années 2000, a donné aux collectivités locales de réels moyens d'agir. Indépendamment de la procédure de péril, qui porte sur des édifices menaçant ruine et présentant un risque pour la sécurité des biens et des personnes, les procédures de déclaration de parcelle en état d'abandon manifeste et d'acquisition de biens sans maître ont ainsi ouvert d'intéressantes perspectives pour les communes. Il existe en effet toute une batterie de dispositifs qui, sans remettre en cause les fondements du droit de propriété, ouvre la possibilité, pour les communes, de remettre en vie un patrimoine en déshérence. Ces outils existent : osons les utiliser !

Le Covid a-t-il provoqué un boom immobilier ?



On l'a dit, les journaux en ont parlé, chacun a un ou deux exemples en tête pour le prouver : il semble que la crise sanitaire ait incité de nombreux citoyens à se préparer un refuge pour de futures pandémies. Y a-t-il eu une ruée sur les maisons de campagne qu'on s'arracherait à prix d'or, au détriment des locaux qui voient les maisons partir sous leur nez à des enchères qu'ils ne peuvent pas suivre ?

Le Monde du 9 juillet titrait : « Trouver une maison de campagne à moins de 100 000 euros, c'est possible [...] voire même 50 000 euros. » De quoi faire rêver ses lecteurs qui, après deux mois de confinement dans leur appartement parisien ou lyonnais, se disent qu'un petit pied-à-terre à la campagne ne serait pas, à ce prix-là, un grand luxe. Le quotidien poursuit : « Après avoir végété pendant plus de dix ans, le marché des résidences secondaires connaît un regain d'intérêt. Pour autant, les prix dans les campagnes restent, pour le moment, à des niveaux très raisonnables et permettent de devenir propriétaire à prix doux. » Et de lister une série de conseils aux futurs acheteurs : ne pas choisir une région très cotée, s'installer à plus de 20 km de la mer ou des stations de montagne, à plus d'une heure et demie d'une grande métropole et au-delà de la deuxième couronne d'une ville moyenne, accepter d'habiter moins de 100 m² dans une maison de bourg avec un petit jardin ou une bâtisse en pleine campagne avec du terrain, savoir que la maison devra être rafraîchie et, qu'à moins de 50 000 euros, une rénovation plus importante sera nécessaire. « Certains secteurs du Limousin, de la Nièvre ou de la Bresse cachent de bonnes affaires, tout comme le Morvan, le territoire entre Nancy et Épinal, l'Ardèche, l'Aubrac, la Bourgogne loin des vignobles, le cœur du Centre-Val-de-Loire et les grandes zones de pâturage et d'élevage (Lozère, Corrèze...) qui se dépeuplent. »

« Heureuse surprise » ?

De fait, on a vu récemment sur le Plateau des maisons partir plus rapidement que d'habitude. L'agence Marcon immobilier qui travaille surtout sur la Creuse s'en est réjoui sur sa page facebook : « Heureuse surprise après le déconfinement, l'agence a réalisé en juin et juillet 52 compromis. Bonne nouvelle pour le département de la Creuse. » Un post qui a aussitôt été commenté par une visiteuse : « En espérant que ce soit pour de l'habitation principale et pas de la résidence secondaire... Mais ça c'est pas l'agence qui décide, ce pourrait être à la rigueur les communes ou les pouvoirs publics qui décident d'un quota maximum de maisons de vacances, voire comme à Barcelone de réquisitionner les logements vides, ou à Saint-Ouen il y a quelques années qui avait légiféré pour réguler la spéculation immobilière et limiter la flambée des prix... » La crainte de voir des maisons partir pour de la résidence secon-



daire et se soustraire ainsi à des besoins locaux rejoint celle de voir flamber les prix du fait d'un pouvoir d'achat plus important des citoyens en recherche d'un refuge à la campagne. On a ainsi vu un propriétaire vendre un bien plus cher à quelqu'un qui n'habitera pas ici au détriment d'une famille qui devait la garder comme locataire, mais une meilleure offre en a décidé autrement. Comme on peut le lire dans la brochure sur les biens vacants, éditée par le Syndicat de la Montagne limousine : « La régulation par l'offre et la demande se fera trop souvent au détriment des acteurs locaux qui perçoivent l'immobilier non comme un patrimoine qui pourrait les enrichir, mais comme un bien commun qui devrait être mis au service de meilleures conditions de vie pour chacun et chacune. »

L'explosion des demandes sera-t-elle durable ?

Les statistiques notariales ne permettent pas encore de vérifier si le phénomène est massif (les dernières données parues concernent le premier trimestre 2020 et, entre le moment de la décision d'un achat et la signature officielle, plusieurs mois peuvent s'écouler). Pourtant, sur le terrain, le phénomène est sensible si l'on en croit Pierre Coutaud, maire de Peyrelevalde mais aussi agent immobilier depuis 5 ans sur le territoire : « Le volume d'activités en juin

a été très fort, on a eu trois fois plus de demandes et on constate cette explosion des demandes un peu partout. Pour autant est-ce vraiment un effet Covid ou s'agit-il d'un phénomène de rattrapage après trois mois d'interruption totale de l'activité ? » En juin, il recevait de 10 à 15 mails par jour au lieu de 2 ou 3 en temps habituel. Le marché est donc actif. Sur quatre maisons mises en vente dans un village d'une commune du Plateau, les quatre sont parties cet été : « La première a été achetée par un couple qui en fait sa résidence principale, la deuxième par un retraité venu d'une ville d'un département voisin qui l'occupera régulièrement, la troisième par un couple parisien qui à terme s'y installera. Quant à la quatrième entre un couple de jeunes et une retraitée, le propriétaire a choisi de vendre à cette dernière. » Pour Pierre Coutaud, les ventes sont donc loin d'être dominées par les résidences secondaires. Pour les acheteurs qui passent par des agences (car il y a aussi un certain nombre de ventes qui se font de gré à gré), il repère en gros une répartition en trois tiers : « Un tiers, ce sont des jeunes du coin qui cherchent leur résidence principale ; un tiers, ce sont des retraités ou de futurs retraités qui veulent venir ou revenir au moment de la retraite ; le dernier tiers, c'est pour des résidences secondaires. Les contacts récents que j'ai pu avoir sont plutôt des actifs encore assez jeunes qui veulent changer de vie et quitter Paris ou des zones urbaines. Dans ces cas, le Covid n'a pas créé ce besoin, mais il a pu avoir un effet déclencheur en accélérant les choses. » Il note également le phénomène de la « résidence secondaire passerelle », citant l'exemple d'un couple, elle professeur

d'université à Paris, lui graphiste, que leurs emplois autorisent à venir habiter souvent sur place, soit via le télétravail, soit via des aménagements d'emploi du temps convenables – après tout Paris n'est qu'à trois heures de train de Limoges...

Des prix qui ne baisseront plus

Si le rêve de la « petite maison dans la prairie » est encore très fort, notre agent immobilier constate que les ventes se font plutôt dans les villages. Quant au prix, il n'a pas constaté le boom craint par certains. « On était de toute façon arrivé à un seuil bas. Depuis 2008-2010 les prix étaient plutôt à la baisse. Ce qui est sûr c'est qu'ils n'iront pas plus bas. Le gros souci avec les maisons d'ici, c'est qu'elles demandent en général beaucoup de travaux, ce qui plafonne tout de même les prix. Les gens recherchent souvent autour des communes creusoises comme Royère-de-Vassivière, Gentioux, Faux-la-Montagne où les demandes sont beaucoup plus nombreuses qu'en Corrèze. « Il y a une réelle attractivité de Vassivière mais aussi un intérêt pour les dynamiques locales qui existent sur ces communes. » À la mairie de Faux-la-Montagne, on confirme l'augmentation depuis plusieurs mois des appels de personnes ou de familles qui cherchent à venir s'installer sur le coin. Pierre Coutaud relève également que le dynamisme du marché n'est pas seulement provoqué par une demande accrue mais aussi par l'offre : « Je vois des vendeurs qui se décident parce qu'ils ont des incertitudes sur l'avenir. C'est la maison de famille qui leur coûte cher et où ils ne viennent qu'une semaine par an. Alors ils se décident à vendre. » Ce dynamisme est, aux yeux de Pierre Coutaud, encourageant : « Comme il y a de la demande, certains hésitent moins à acheter et à s'installer à demeure. Ils savent que si ça ne marche pas ou que venir vivre sur le Plateau ne leur convient pas, le départ sera plus facile parce qu'ils pourront revendre plus facilement. Cela lève des freins dans leur tête. » Ces phénomènes post-covid autour de l'immobilier restent donc à observer de près et à confirmer dans quelques mois, d'autant que les visites effectuées durant l'été ne seront pas conclues réellement avant l'automne, voire l'hiver.

Michel Lulek



TISSER ENSEMBLE DE NOUVELLES SOLIDARITÉS AGRICULTURELLES

Les Tisserands à Saint-Moreil

Comme dans trop de communes, à Saint-Moreil en Creuse, la lente désertification du bourg semblait pour certains inéluctable, dans un mouvement qui a profondément marqué les anciens. Mais avec l'arrivée de nouveaux habitants, de nouvelles dynamiques ont émergé, donnant envie à d'autres de s'installer et redensifiant ainsi ce territoire. Les promoteurs de l'association Les Tisserands, créée il y a trois ans, détaillent leur initiative.

C'est autour d'un projet d'acquisition foncière que la création de l'association Les Tisserands a vu le jour en octobre 2017. Les terres convoitées (30 hectares) situées à la Vialle n'ont finalement pas pu être acquises mais la dynamique était lancée et a pu se déployer grâce à l'acquisition d'une forêt et la location d'autres terres agricoles, avec l'arrivée concomitante de nouveaux habitants. En 2018 et 2019, le groupe des Tisserands a en effet facilité l'arrivée et l'installation de deux couples, dont un avec des enfants. Ces personnes cherchaient à établir leur activité agricole sans pouvoir accéder à du foncier. Depuis lors, l'activité de l'association s'est déployée dans différentes directions.

Des chantiers de productions collectives maraîchères

Ces productions (carottes puis patates), pour l'instant vivrières, permettent de créer des habitudes de travail en commun et relient ceux qui connaissent le travail de la terre et ceux qui ne le connaissent pas. Ainsi depuis trois ans, chaque famille annonce à l'avance ses besoins afin de définir la surface à cultiver. Les chantiers sont ensuite effectués en commun (bâchage de la prairie, épandage du fumier, plantation, récolte de doryphores et des pommes de terre). La présence d'une dizaine de personnes et de chevaux de trait permet de répartir la charge de travail et de cultiver des surfaces d'une moyenne de 1 000 m² dans la joie et le partage de bons moments. En 2019, 900 kg de pommes de terres ont été récoltées sur 700 m² cultivés pour les familles participantes à ce groupe. Cette quantité dépassant leurs besoins, d'autres familles ont pu venir glaner les surplus. En 2020, 1 200 m² sont cultivés, pour une récolte de... la réponse en septembre !

L'acquisition d'une forêt de 10 hectares

Après une campagne pour réunir des fonds, une forêt a été acquise en novembre 2019 et depuis, un premier chantier collectif réunissant chevaux et humains pour le débordage a permis de redonner vie à une ancienne pêcherie, de réouvrir un ancien chemin communal, de produire collectivement du bois de chauffage et de renforcer les liens grâce à la force du « faire ensemble ».

De nombreux projets sont en cours de construction en lien avec cette forêt, avec l'envie de mener une sylviculture douce et de viser la pérennité du couvert forestier. Cela démarre par un inventaire de l'existant pour évaluer les parcelles qui seront ouvertes à de futurs chantiers forestiers dans un objectif sylvicole et d'autres qui resteront à l'état sauvage, pour permettre la régénération, une libre-évolution de certaines parties, le maintien de la biodiversité et l'utilisation de la forêt à des fins non productives (balades, méditations, sieste musicale, botanique, école de la forêt...). Au delà des besoins locaux en bois de chauffage que cette forêt permettra de combler en partie (sous forme individuelle et collective), cet espace permet d'interroger et de réfléchir à un lien respectueux entre l'homme et la forêt. Les actions menées sont donc aussi conservatrices pour privilégier la diversité des essences, la relance ou la création des différentes strates forestières, la création de vergers-forêt sur des parties agricoles en cours de

Pourquoi « Les Tisserands » ?

L'agriculture tisserande a pour vocation de cultiver un triple lien :

- à soi, car le travail de la terre relie à soi et permet de gagner en autonomie,
- aux autres, pour favoriser l'entraide, l'accès à la terre au plus grand nombre et orienter la production pour satisfaire les besoins locaux,
- à la nature, pour prendre soin du vivant.



reconquête par la forêt. Une charte forestière tisserande définit l'esprit et les règles très précises du « prendre soin » pour une « gestion sylvicole à long terme bénéfique pour le paysage, le milieu naturel, l'eau, les sols et les humains » et « de transmettre des savoir-faire liés à l'arbre, la forêt dans toutes ses composantes, son évolution pour pérenniser la diversité des usages et l'autonomie locale de ses habitants ». L'utilisation d'abatteuses est proscrite tout comme la vente de bois pour des usages industriels et non locaux.

La location de terres agricoles

Depuis janvier 2020, l'association Les Tisserands loue une vingtaine d'hectares de terres agricoles. Peu à peu, elles vont permettre de développer l'autonomie alimentaire du territoire, en pratiquant une agriculture qui privilégie la

diversité et la mise en relation. L'ambition est de développer une agriculture pour les vivants permettant de nourrir les humains et les non-humains (vie des sols, animaux, végétaux) en utilisant des techniques de permaculture, de traction animale, de sylviculture douce, et plus généralement toute pratique respectueuse du vivant n'ayant pas forcément d'appellation. La variété est au cœur des pratiques imaginées afin de développer un havre de biodiversité nourricier sur le territoire moreilloux.

Les cultures de céréales, de légumes de plein champ, de plantes oléagineuses et protéagineuses seront effectuées en traction animale et côtoieront de nombreuses haies de plantes aromatiques et médicinales, mellifères et surtout d'arbres qui auront une place essentielle sur ces terres dans la génération d'un écosystème varié. Les prairies destinées à la pâture et au foin des animaux accueilleront aussi chènes, châtaigniers et autres grands arbres. Un des objectifs est de rendre ces terres productives en utilisant peu voire pas du tout de pétrole. Il nous faut donc d'une part retrouver et développer les savoirs de la traction animale, et d'autre part accueillir de nouvelles énergies dans le collectif pour entretenir ces terres. Plusieurs espaces sont actuellement laissés vacants pour que de nouvelles personnes puissent ajouter leur créativité et leurs envies dans ce projet.

Le soutien aux producteurs locaux

Le confinement a eu un effet mobilisateur en amenant consommateurs et producteurs à se réunir autour des questions d'approvisionnement et d'écoulement de la production. Influencé par l'expérience menée à la Renouée (Gentioux), grâce à l'effort de nombreux bénévoles, en pleine crise du covid, « Les Locaux Motivés » ont vu le jour avec comme outil, la plateforme cagette.net. Ainsi les samedis matins, dans la cour de l'ancienne école, a lieu la distribution de nombreuses denrées produites à Saint-Moreil et dans les environs proches : pain, fromages, produits laitiers, légumes, bière, fruits, tisanes... Ces productions en agriculture biologique ainsi réunies ont eu un effet révélateur de la richesse de ce territoire communal quasi autonome pour ses besoins alimentaires. Réalité qui prend tout son sens en ces temps incertains...

Une dynamique qui irrigue aussi la vie politique locale

À la suite d'assemblées d'habitants organisées avant les élections pour faire remonter des projets pour la commune de Saint-Moreil (comme le besoin exprimé par beaucoup d'un espace commun type tiers-lieu, dans le bourg ou ailleurs), une liste a été montée pour porter ces projets et profiter de la dynamique collective issue de ces assemblées. C'est finalement la liste de l'ancien maire qui l'a emporté. Mais avec le déconfinement, cette dynamique s'est poursuivie par la création d'une gazette de Saint-Moreil qui souhaite mettre en lumière la diversité, la richesse humaine qui s'exprime sur cette commune et se veut le creuset de regards pluriels sur ce qui s'y vit. Cette gazette a distribué son premier numéro cet été 2020 dans toutes les boîtes aux lettres...



Court-circuit 10 ans d'expérimentations à Felletin

La ressourcerie de Felletin, Court-circuit, fête ses 10 ans en emménageant dans de nouveaux locaux entièrement adaptés à son activité. L'occasion de proposer à deux de ses promoteurs de faire un bilan de cette aventure collective, sans s'interdire de penser à demain !

L'association Court-circuit naît en 2010 d'un essai de la ressourcerie d'Eymoutiers. Notre but est d'implanter à Felletin les fonctions d'une ressourcerie (collecter, valoriser, vendre et sensibiliser) pour œuvrer à la réduction des déchets et lutter contre le gaspillage, tout en expérimentant un mode d'organisation autogéré. C'est dans le terreau fertile de l'écosystème du Plateau que l'aventure de Court-circuit prend racine : la formation au métier de valoriste se fait au Monde allant vers... d'Eymoutiers (il n'existe alors que deux ressourceries en Limousin, pour une quinzaine aujourd'hui), le projet politique et ses valeurs sont questionnés et affinés au fil de l'accompagnement par l'association Pivoine, et le choix du statut associatif est éclairé par les conseils de la Scop La Navette. Enfin, en participant au compagnonnage du Réseau REPAS, nous nous inspirons d'autres expériences d'autogestion (notamment celles d'Ambiance bois, de Champs libres et du Monde allant vers pour ne citer que les locales) et nous apprenons à expérimenter chemin faisant.

Une fonction d'accueil qui émerge au fil de l'eau

L'accueil de compagnons du réseau REPAS dès le démarrage de la ressourcerie initie la dynamique d'ouverture et d'inclusion de l'équipe des permanents : il s'agit d'apprendre à faire collectif avec qui est présent. Autant que faire se peut nous appliquons cette gymnastique aux bénévoles, aux stagiaires et aux porteurs de projet qui viennent découvrir le métier et se former. Nous souhaitons que la ressourcerie soit aussi inclusive que possible, pour l'ancrage du projet dans le tissu local et aussi pour offrir un accueil égal (non discriminant) au public le plus large possible, cela comprend bien évidemment les clients et les usagers, d'où le soin apporté à la présentation des objets en vente et la bonne tenue de la boutique du centre ville depuis son ouverture – c'est également dans ce sens que sera pensée la réfection de la boutique en 2018 en partenariat avec la SCIC l'Arban. Dès les premiers temps, la ressourcerie attire spontanément quelques personnes qui ne sont *a priori* sensibles ni au projet environnemental, ni au projet politique de l'autogestion, et qui viennent chercher du lien social, de l'occupation, ou – nous le comprenons après coup – des plans récup', du travail ou des présences féminines... Nous nous félicitons de cette mixité spontanée jusqu'à vivre des situations très compliquées qu'aggrave l'absence de cadre clair (le cadre est alors en construction, au rythme lent des questionnements de l'autogestion). Nous découvrons nos limites en termes d'insertion et prenons conscience de notre incompétence en la matière. Nous continuons néanmoins à accueillir un groupe de jeunes de l'Institut médico-éducatif (IME) de Felletin chaque mercredi, des jeunes en séjour de rupture à la demande, des stagiaires de collège et plus récemment des exilés. Nous sommes également sollicités par l'administration judiciaire pour recevoir des jeunes dans le cadre

de Travaux d'intérêt général. Après un temps d'arrêt, nous renouons avec l'accueil de personnes en situation d'isolement social, mais avec plus de précaution et dans un cadre clair consolidé par l'expérience.

En 2016, nous obtenons l'agrément Espace de vie sociale de la CAF qui est intéressée par notre travail sur l'accueil et l'inclusion, et tout particulièrement par la mixité des publics qui fréquentent la ressourcerie. Ce partenariat nous permet de dégager du temps salarié afin de poursuivre dans de meilleures conditions ce que nous avions entrepris de façon bénévole, d'animer réellement la vie associative et le bon accueil des bénévoles, et de développer pleinement le programme d'ateliers partagés : réparation de vélos, cafés couture, repair cafés...

Une équipe autogérée qui se donne les moyens d'une régulation

Côté autogestion, nous avons pris soin de consolider les fondamentaux dès le début : constitution du collectif en parallèle de la construction du projet, maîtrise autant que possible de la vitesse de démarrage de l'activité afin de ne pas subordonner le temps de la démocratie à l'urgence économique, mise en place d'espaces pour s'exprimer et émergence d'une culture de l'écoute. Une attention particulière est portée à l'intégration des nouvelles et nouveaux salariés : on essaie de leur « laisser la place » et on investit du temps et de l'énergie dans les transmissions. Malgré tout, en 2015, l'équipe connaît des tensions internes en même temps qu'un important *turn-over* : l'équipe passe de 7 à 9 salariés, avec 3 départs (dont un définitif) et 5 arrivées. La régulation interne était jusqu'alors assurée de façon informelle, cela ne suffit plus. S'ensuit une médiation fructueuse animée par une personne extérieure. Puis de nouvelles tensions se font jour et une question émerge : comment faire équipe avec un groupe plus hétérogène, notamment en termes de rythmes et de portage du projet ? Avec un mandat de l'ensemble de l'équipe, un binôme de salariées commence à mettre en place des outils d'animation et des temps de parole individuels. Les deux collègues sont bientôt débordées par leur mission à la fois vague et vaste, et une commission de quatre personnes est finalement créée, avec une fiche de poste pour en fixer le cadre : globalement, il s'agit de prendre soin du collectif (même si c'est théoriquement l'affaire de toutes et tous) et de s'assurer que chaque personne est à la place la plus juste pour elle et pour le groupe. La commission est en veille sur l'ambiance du groupe et les tensions interpersonnelles, essaie d'accueillir et de travailler les conflits pour pouvoir les transformer, propose des entretiens annuels pour faire le point, prépare les procédures d'embauche et l'accueil des nouvelles et nouveaux salariés. Elle travaille également le regard collectif sur les compétences, la planification et l'organisation du travail, mais ne se substitue pas à la responsabilité collective, ni à la décision collective et n'est pas censée compenser un défaut de partage de l'animation.

Cette commission n'a pas non plus vocation à devenir une direction des ressources humaines déguisée et ses membres tournent d'année en année. Elle rend compte de son travail au collectif et son travail n'a de sens que dans la mesure où elle a la confiance de l'équipe.



Nouveaux locaux, nouvelle dynamique ?

Les 10 ans de Court-circuit coïncident avec l'installation dans de nouveaux locaux. C'est l'aboutissement d'un projet de 7 ans ! L'association dispose désormais d'un outil de travail ergonomique et adapté pour pérenniser les emplois. Au-delà de l'activité économique, nous espérons que ce nouveau lieu permettra d'amplifier la dynamique d'accueil, d'ouverture des ateliers, d'échange de savoir-faire et de valorisation d'objets et de matières. Car si l'on regarde le verre à moitié vide, le réemploi est un pansement sur la jambe de bois de la société de gaspillage. La ressourcerie est impuissante face aux objets irréparables ou de mauvaise qualité et les effets de mode nous dépassent. C'est pour cela qu'il nous tient à cœur de favoriser l'autonomie à travers l'auto-réparation et la transmission de savoir-faire. Les nouveaux locaux font la part belle aux ateliers qui nous faisaient défaut jusqu'ici, et nous souhaitons étoffer le programme trimestriel des ateliers partagés et ouvrir d'une façon ou d'une autre nos ateliers au public... L'atelier vélo est déjà opérationnel et actif grâce à l'énergie de super bénévoles ! Nous sommes convaincus qu'on pourrait aller encore plus loin dans le partage de l'outillage et du « gisement » de déchets et de matières. Le lien avec un Fab'lab, la recherche et développement en *low tech* (ou basse technologie), ou toute autre activité liée au réemploi d'objets ou au recyclage de matériaux paraît évident et désirable, et nous souhaitons que Court-circuit puisse être un soutien voire un incubateur pour des projets de ce type. À suivre...

Constance Launay et Olivier Cagnon

I - La création des premiers postes salariés s'étale sur 3 ans, on parle alors de « permanents » pour ne pas induire de différence de statut entre les salariés et les bénévoles permanents.

Massacre de la biodiversité

La période de confinement avait du bon, la planète se trémoussait d'aise, les canards arpentaient le bitume, les chevreuils brouaient les jardins, le ciel était limpide, la nature gazouillait ! On aurait pu espérer que l'humain retiendrait la leçon, mais les horreurs ont repris de plus belle, l'homme est définitivement con.

Rien ne justifie la tuerie des blaireaux perpétrée depuis fin avril 2020 à La Nouaille en particulier et au niveau national plus généralement. C'est à l'insu de tous, la mairie n'a pas été avertie, l'ordre venant directement de la préfecture, que plusieurs blaireautiers ont été vidés de leurs habitants... Ces animaux sensibles et sociaux sont accusés de tous les maux. Ces mensonges permettent aux chasseurs de les persécuter et de les massacrer jusque dans leurs terriers, qu'ils soient adultes ou juvéniles. Leur existence dans la nature n'est pourtant en rien un obstacle aux cultures. Les blaireaux sont d'ailleurs des animaux protégés en Angleterre, au Pays de Galles, ainsi qu'aux Pays-Bas, au Danemark, en Grèce et en Hongrie. La France fait exception en Europe. Même si le blaireau n'est plus considéré comme un nuisible depuis 1988, il continue d'être chassé. Appelée « vénerie sous terre », le détérage consiste à lâcher des chiens pour acculer un blaireau au fond de son terrier puis de l'extirper à l'aide d'énormes pinces métalliques... Le blaireau endure de longues heures de stress avant d'être exécuté ou donné vivant aux chiens... C'est ce qui se passe en général, mais à La Nouaille, ils auraient peaufiné le massacre : les adultes auraient été éventrés puis enterrés, les petits enterrés vivants. La vénerie souterraine c'est déjà moche, là ça devient l'horreur. Le détérage est pratiqué de la mi-septembre au 15 janvier, mais dans 74 départements français, sur simple volonté du préfet, il peut commencer dès le 15 mai, période où les blaireautins sont encore dépendants de leur mère et du groupe social. Chassé 9 mois et demi, le blaireau n'a aucun répit ! Pourquoi un tel acharnement ? Ce loisir sadique et moyenâgeux doit être banni. C'est la quintessence de l'horreur de la chasse. Le détérage des blaireaux est un « loisir » cruel, déguisé en soi-disant chasse utile et nécessaire. Le blaireau est un animal inoffensif, à part quelques terriers, ils ne dérangent personne... sauf si les tueurs s'en prennent à l'emblème du journal IPNS !

Selon l'arrêté ministériel pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement qui fixe les dispositions pour la période 2019-2022, fouines, corbeaux, corneilles, étourneaux, martres, renards, belettes, putois et bien d'autres encore ne sont désormais plus considérés comme des espèces « nuisibles », mais comme des espèces « susceptibles d'occasionner des dégâts ». Une nouvelle formulation astucieuse qui change tout pour ces animaux sauvages de nos contrées. Le glissement sémantique discret entamé l'année passée en évoquant désormais les espèces « susceptibles d'occasionner des dégâts » n'améliore pas le sort des animaux. Les associations de défense de l'environnement, aussi bien au niveau national que local, voient pourtant les choses d'un tout autre œil et dénoncent un acharnement contre les animaux sauvages qui figurent sur la liste. « Si l'on se fixe aux bilans de piégeage réalisés de 2015 à 2018, ce seraient plus de 2 millions d'animaux sauvages qui pourraient être à nouveau tués, piégés, détérés d'ici le 30 juin 2022 ! », calcule l'Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS) qui s'inquiète de ce massacre.

À Peyrat-le-Château, un nouveau métier apparaît : tueur à gages campagnard ! Un chasseur, devenu garde-chasse assermenté, est « sollicité » par les locaux pour abattre tous les renards contrevenants regardant un peu trop leurs poulettes. Rappelons que le garde-chasse peut chasser tous les jours et « réguler » à sa façon la biodiversité ! Vraiment je crois rêver ! De plus, on constate à de multiples reprises la pratique courante de déclarations mensongères des associations de chasse locales sur des soi-disant pertes de poules de poulaillers fictifs, de dégradations dans des cultures imaginaires, justifiant ainsi l'autorisation de la préfecture pour continuer la décimation des renards et

d'autres « nuisibles ». Pour quel motif ? Le plaisir de tirer, tirer toujours plus ? Le renard est utile à la régulation des rongeurs et la population des rongeurs ne sera jamais trop importante car ils s'auto-régulent eux-mêmes en fonction de la disponibilité de la nourriture. Alors pas de renard ? Les rongeurs pullulent dans les champs, alors la solution miracle : la bromadiolone, puissant pesticide mais qui n'atteint pas seulement le campagnol terrestre. Lorsqu'elle est épanchée sur de vastes surfaces, son usage s'avère catastrophique puisqu'elle tue également les prédateurs naturels des campagnols (rapaces : 22 cadavres de milans royaux dans le Puy-de-Dôme, hermines, renards), les oiseaux granivores, la faune chassable (sangliers, chevreuils, lièvres) et les animaux domestiques (chats et chiens). Dans les années 1980-1990, l'emploi massif de la bromadiolone avait provoqué un déclin de 80 % de la population de milans royaux dans le Doubs. Et pour continuer dans la bêtise et l'horreur, à 5 mois d'accueillir le Congrès mondial de l'Union Internationale de Conservation de la Nature à Marseille, la France autorise la chasse de près de 18000 tourterelles des bois, espèce menacée d'extinction et classée sur les listes rouges de l'IUCN. La LPO a décidé de réagir devant le Conseil d'État.

Continuons le massacre du renard qui mangent nos poules, du loup et de l'ours qui mangent nos moutons, du blaireau qui creuse des trous et puis quoi encore ou plutôt qui encore ? À ce rythme là, on n'a qu'à flinguer tout ce qui nous gêne, vous me direz c'est déjà le cas. Alors continuons calmement, le fusil dans une main l'insecticide dans l'autre, l'organisation du suicide collectif.

Michel Bernard

À voir sur le net : https://www.youtube.com/watch?v=cABqamBjkC4&feature=emb_logo, travail pédagogique fait par Virginie Boyaval, via son site <http://meles.fr/> ; une personne à soutenir !

Mission hérisson LPO

Tout le monde connaît le Hérisson d'Europe, ce petit mammifère que l'on voit fréquemment déambuler dans les campagnes et dans les villes. Avec ses piquants il est difficile de le confondre avec une autre espèce ! Bien qu'entièrement protégé par la loi, le Hérisson d'Europe est pourtant en danger. De nombreuses menaces pèsent sur cette espèce nocturne emblématique des jardins. Elle est victime de collisions routières, d'intoxication et d'empoisonnement par les granulés anti-limaces, de noyade, de l'utilisation des tondeuses à gazon, de blessures causées par les chiens, etc. En 2018, le Centre de sauvegarde LPO situé à Audenge (33), l'un des sept centres LPO, a accueilli à lui seul plus de 650 hérissons en l'espace de quelques mois. Aujourd'hui nous ne sommes pas en mesure de quantifier le déclin que connaît l'espèce en France. Une chose est sûre, elle se porte mal. Une tendance qui tend à se confirmer en Europe. En Angleterre par exemple, les chiffres sont alarmants : en vingt ans, un tiers des hérissons a disparu des campagnes. En 2020, la LPO met à l'honneur le hérisson. L'objectif ? Faire redécouvrir cette espèce discrète connue de tous et permettre à chacun d'agir dans son jardin, dans sa commune, dans ses pratiques au quotidien. Rendez-vous tout au long de l'année sur les comptes Facebook LPO France et Instagram @lpo_officiel pour des anecdotes, des conseils, des tutos, et le lancement d'une enquête participative, point d'orgue de cette opération.





Grand Murin

Biodiversité des chiroptères

ET GESTION FORESTIÈRE EN LIMOUSIN

Les chauves-souris sont des mammifères insectivores nocturnes repérant leurs proies grâce à un sonar très performant. Leur position de prédateur situé au sommet de la chaîne alimentaire et le nombre important d'espèces (26 en Limousin) à l'écologie plus ou moins spécialisée en font d'excellents indicateurs de la biodiversité de leurs milieux de chasse. La plupart des espèces sont plus ou moins étroitement liées à la forêt.

Grâce à des détecteurs d'ultrasons permettant de transformer leurs signaux sonar en sons audibles et analysables, les spécialistes de la bioacoustique savent reconnaître les espèces et comptabiliser leur activité de chasse, selon une méthode créée en Limousin et diffusée largement en Europe à l'heure actuelle. C'est ainsi que les cortèges d'espèces (notamment celui des spécialistes forestières) et leurs indices d'activité (en nombre de contacts par heure) peuvent être utilement comparés entre différents types de milieux forestiers, afin de juger de leurs qualités écologiques. Le groupe mammalogique et herpétologique du Limousin a réalisé, en 2011 et 2012, une étude sur les chiroptères dans les forêts limousines. Des sites d'inventaires ont été sélectionnés au sein de sept grandes zones forestières représentatives de la diversité

des forêts régionales (monts de Châlus, monts d'Ambazac, monts d'Auriat, région de Pontarion, plateau de Millevaches, massif des Monédières, bassin de la Dordogne) auxquelles s'ajoutent quelques massifs plus isolés, en plaine (Basse-Marche : bois du Ratier et lande de Thiat), sur pentes (gorges de la Grande Creuse) ou reposant sur des substrats géologiques particuliers (gabbros, écolites) comme la forêt d'Espagne et la forêt de Blanchefort.

Les résultats montrent que la biodiversité des forêts est très fortement dépendante de leurs richesses structurelles et compositionnelles : richesse en strates végétales (herbacées, arbustives, arborées intermédiaires et supérieures) et en essences (mélanges feuillus-résineux). La maturité est également un élément clé. Ainsi, ce sont les futaies irrégulières mélangées avec maintien de semen-

ciers âgés qui donnent les meilleurs résultats. Cette étude permet de formuler des orientations utiles à prendre par les différents acteurs de l'espace forestier (administrations, collectivités locales et territoriales, conservatoires des espaces naturels, professionnels de la filière bois, propriétaires) désireux de concilier biodiversité et production de bois. Elle conforte les résultats de nombreux travaux démontrant une corrélation positive entre la biodiversité et le degré de naturalité des forêts ; mais elle précise à l'échelle d'une région, ce qui semble être novateur, les interactions entre les chiroptères (richesse spécifique et niveau d'activité) et de nombreux types de peuplements forestiers (structuration, mixité, essences...). Elle apporte aussi des éléments originaux sur des essences exogènes actuellement prisées par les gestionnaires forestiers limousins, à savoir le Douglas et dans une moindre mesure le Chêne rouge.

À l'échelle du paysage

1 - Favoriser la concertation entre propriétaires et gestionnaires pour créer ou maintenir une mosaïque compositionnelle (essences feuillues et résineuses différentes au moins d'une parcelle à l'autre) et structurelle (variation des modes de traitement d'une parcelle à l'autre), selon les exigences des essences concernées et les objectifs de production ;

2 - Au sein des massifs forestiers voués (ou susceptibles de l'être à terme) à la production de bois, mettre en œuvre l'acquisition d'îlots forestiers matures ou âgés dans un but conservatoire. La surface de ces îlots, selon la surface globale du massif, devra être au minimum cinq hectares, jusqu'à plusieurs dizaines d'hectares ; ils seront si possible dispersés dans le massif. À l'échelle d'une entité biogéographique, la surface cumulée de ces réserves biologiques devrait être de plusieurs centaines d'hectares pour prétendre à une conservation efficace de la faune forestière spécialisée. Le principe de gestion sur ces parcelles sera principalement basé sur la non intervention pour permettre l'évolution naturelle des successions et assurer à la faune et à la flore spécialisées un minimum de refuges non perturbés. Les organismes propriétaires et/ou gestionnaires de ces zones peuvent être très variés : CEN Limousin, PNR, ONF, collectivités, GDF, etc.

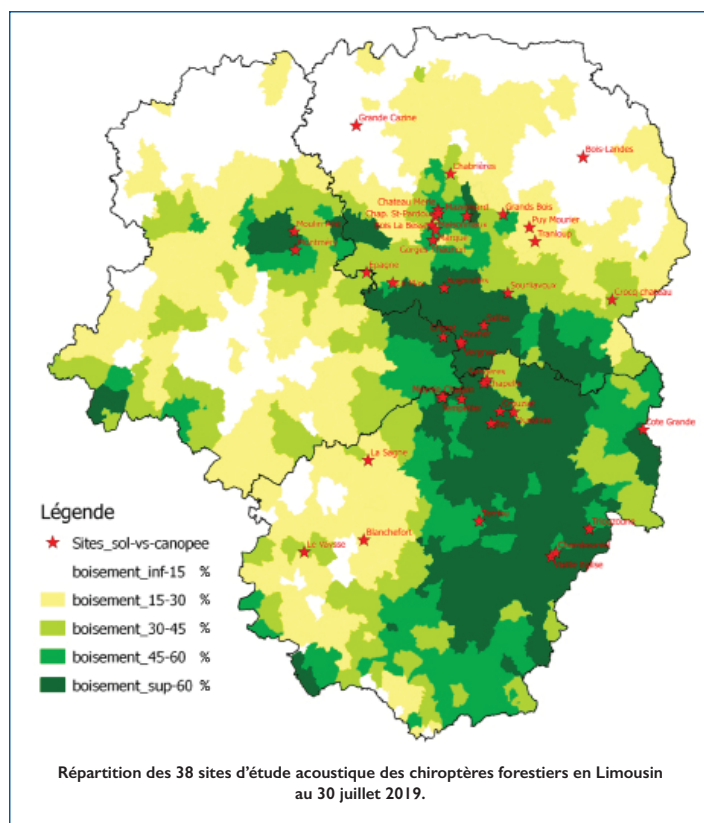
À l'échelle de la parcelle

1 - Limiter l'usage de la coupe rase à des surfaces inférieures ou égales à un hectare (l'optimum étant de 0,4 ha environ) ;
2 - Pour les propriétés de grandes surfaces ou les regroupements de propriétaires, tendre soit vers des unités de gestion de petite surface (un hectare ou moins) avec une diversité d'essences et de classes d'âge d'une parcelle à l'autre (irrégularité par bouquets), soit vers la régénération naturelle et l'irrégularité pied par pied ;
3 - Favoriser la transition des futaies régulières actuelles (douglasaies, sapinières, pessières, hêtraies) vers la futaie irrégulière pied par pied, en favorisant le mélange d'essences ;
4 - Lors des coupes rases ou d'éclaircies, conserver les feuillus morts ou sénescents ; ils ne gênent jamais la production et maintiennent une capacité d'accueil en gîtes pour les oiseaux et les chiroptères cavernicoles forestiers ;

5 - Lors des coupes d'éclaircies, épargner les tiges de pionniers (ou post-pionniers), notamment les feuillus (bouleau, saules, tremble, merisier, châtaignier, chêne, etc.) ; ils ne gênent jamais l'essence de production (ils la soutiennent même au départ) et augmentent la biodiversité. Pour ces deux mesures (4 et 5), un effort particulier d'information auprès des entreprises de bûcheronnage doit être mené de la part des gestionnaires et propriétaires, car c'est souvent de la propre initiative des bûcherons que ces arbres sont éliminés pour « nettoyer » la parcelle de tout ce qui n'est pas jugé intéressant ;
6 - Ne jamais éliminer l'étage arbustif d'un peuplement ; dans le cas où la densité de cet étage gêne la régénération naturelle (cas fréquent avec le houx), réduire la couverture arbustive par taches sans élimination complète.

En savoir plus : Barataud M. & Giosa S., 2012, Biodiversité des chiroptères et gestions forestières en Limousin, Rapport d'étude GMHL, 32 p.

Barataud M., Giosa S. & Lagarde F., 2019, Inventaire des chiroptères dans les forêts feuillues jeunes versus matures du bassin Vienne amont (Parc naturel régional de Millevaches en Limousin), Plume de Naturalistes 3 : 175-194
<http://www.plume-de-naturalistes.fr/index.php/numeros/articles-et-essais/>

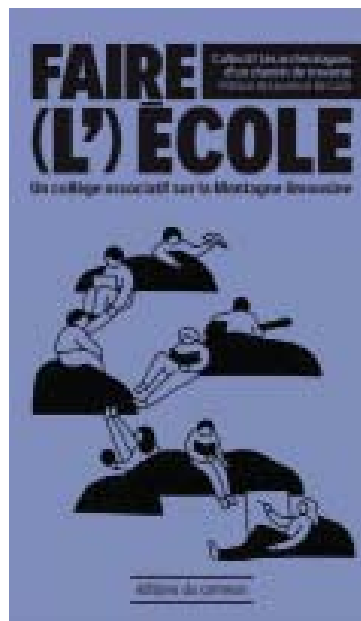


Le collège associatif revient sur son expérience

Vous souvenez-vous de l'expérience menée de 2011 à 2014 à Saint-Martin-Château, Gentieux (à la ferme de Lachaud) et à La Villedieu – et en moult autres endroits – du collège associatif ? Une expérience qui avait suscité quelques débats dans nos colonnes entre ceux qui regrettaient que l'école publique ne soit pas le lieu légitime de l'éducation de tous et ceux qui, partant du constat d'une Éducation nationale bien peu émancipatrice, plébiscitaient cette expérimentation alternative (Cf IPNS n°36, 37 et 40). Six ans après la fin de l'aventure, une partie de ses promoteurs reviennent dans un livre sur ces trois années où ils ont tenté de « faire l'école » en espérant d'une certaine manière que leur démarche puisse aussi « faire école » comme le suggère le double sens du titre de l'ouvrage. Racontée par le menu (280 pages !) et à travers de nombreux témoignages (de parents, d'enseignants, de « jeunes »), l'histoire du « collège asso », entièrement bénévole et forcément hors contrat, se présente comme « une invitation à réinventer notre propre expérience de l'école ». Le collège associatif a été conçu comme une alternative au système classique d'enseignement, qu'il soit public ou privé. Il a permis à des jeunes pour qui le système classique ne convenait

pas de trouver d'autres formes d'enseignements et d'accès aux connaissances, basées sur les pédagogies actives. Outre les matières les plus classiques comme les mathématiques, la littérature ou les langues, bien des domaines ont été explorés : artistiques, créatifs, manuels autant qu'intellectuels, apprentissage de la vie de groupe, découverte du monde, réalisation de grands projets individuels ou collectifs. Celles et ceux qui ont côtoyé l'expérience pourront revivre les questions et les réponses qui se sont multipliées au cours de ces trois courtes mais denses années ; les autres découvriront (entre autres) toute la complexité d'enseigner autrement dans un monde éducatif qui fait le maximum pour l'empêcher. À cet égard les pages sur les relations entre le collège asso et les inspecteurs de l'Éducation nationale ne manquent pas de piquant, en particulier celles qui racontent la visite de la directrice d'académie avec son chauffeur et pas moins de quatre inspecteurs... pour huit élèves ! Comme quoi le mammoth peut être effrayé par un moucheron...

Faire (L') école, un collège associatif sur la Montagne limousine, préface de Laurence De Cock, éditions du Commun, 14 €.



À lire... à manger



Le gâteau 3 plaques

Gâteau traditionnel de ma maman lors des anniversaires, un régal !
Pour la pâte : 2 oeufs entiers - 100 gr de sucre -

90 gr de beurre - 300 gr de farine - 1 sachet de levure
Pour la crème et le glaçage : 1 litre de lait à faire bouillir - 4 jaunes d'oeufs - 4 c. à s. de maïzena - extrait de vanille

Pour la pâte : Mélangez les matières sèches (sucre, farine et levure). Ajoutez le beurre fondu, les oeufs et battez le tout. Bien travailler la pâte à la main et la laisser reposer 30 minutes au frigo. Ensuite, formez 3 boules de pâtes, étalez les à la main jusqu'à obtenir un sablé de 29 cm environ (taille d'un moule à tarte). Enfouissez séparément les 3 pâtes dans un four à 165° pendant une vingtaine de minutes et vous obtiendrez 3

grands sablés !

Pour la crème :

Mélangez les oeufs avec la maïzena (délayée dans un peu de lait froid). Attendez que le lait chaud refroidisse légèrement puis l'ajouter au mélange précédent. Mettre le tout sur feu moyen et remuer jusqu'à que la crème épaississe. Mettre dans un récipient où vous allez rajouter de l'extrait de vanille ou des pépites de chocolat.

Pour le glaçage :

Remplissez un bol à moitié avec du sucre glace et rajoutez de l'eau (ou du rhum au choix !). Bien mélanger et tartinez le tout sur la dernière plaque en haut du gâteau !

Après, vous disposez une base de sablé, une couche de crème vanille ou de chocolat, un sablé, une couche de crème vanille, un sablé, le glaçage et voilà ! Après une nuit au frais, il sera encore meilleur, la crème va adoucir le sablé, le gâteau sera moins sec et plus moelleux !

Servir bien frais.
Bon appétit !



CHRONIQUE D'EXILS

Régularisez !

La crise du covid-19 et le confinement ont révélé la vulnérabilité des populations précaires et tout particulièrement celle d'origine étrangère. Parmi les causes évoquées de la surreprésentation des décès dans ces populations : les conditions de vie (logements exiguës surpeuplés, mauvais état de santé et déficit d'accès aux soins, conditions de travail – pas de télétravail pour eux !, utilisation exclusive des transports en commun etc.). Au sein de cette population, les personnes sans-papiers (dont beaucoup travaillent !) cumulent tous les facteurs de risque. C'est pour cette raison que de nombreuses associations et élus avaient demandé leur régularisation.

Depuis la loi de 2018 cyniquement intitulée « pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie », les personnes refusées au séjour reçoivent systématiquement une IRTF (interdiction de retour sur le territoire français). Cette IRTF interdit de fait toute régularisation ultérieure et condamne ces personnes et leur famille à la clandestinité à perpétuité, alors que pour beaucoup d'entre eux, la plupart déboutés de l'asile, le retour chez elles est impossible. Pendant le confinement de nombreux contrôles ont eu lieu dans les quartiers populaires habités par des étrangers. Un certain nombre ont donné lieu à des violences policières et des discours racistes. Le mouvement « Black Lives Matter » est venu se greffer sur ces événements.

C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu le 30 mai et le 20 juin des manifestations massives dans plusieurs villes. Elles ont regroupé plusieurs dizaines de milliers de personnes dont de nombreuses personnes étrangères, qui se sont mobilisées en dépit des interdictions : masquées, pacifiquement, pour réclamer la régularisation des personnes sans-papiers, la fermeture des centres de rétention administrative et des logements pour toutes et tous. Si la manifestation du 30 mai était interdite, celle du 20 juin (50 000 personnes) à Paris a été autorisée (ce qui marque peut-être un début de reconnaissance ?).

C'est sans doute la première fois depuis 1983 qu'une manifestation sur ce thème rassemble autant de monde même si les mouvements de sans-papiers n'ont jamais cessé, en particulier au travers de grèves souvent soutenues par la CGT. Depuis deux ans les luttes des sans-papiers resurgissent, les collectifs de sans-papiers renaissent. Les actions du mouvement des gilets noirs (occupation de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle et du Panthéon) ont médiatisé la situation des sans-papiers. À Limoges la CGT a créé une section spéciale sans-papiers, sans omettre le collectif Chabatz d'entrer et le squat de l'avenue de la Révolution.



Dans la foulée, « à l'appel de 15 collectifs de Sans-Papiers, de la Marche des Solidarités, des États Généraux des Migrations et de plus de 120 organisations, des Sans-Papiers marcheront à partir du 19 septembre des quatre coins du pays pour atteindre Paris en une grande manifestation le samedi 17 octobre ».

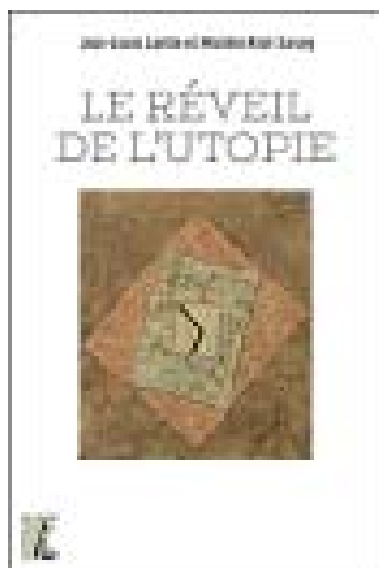
Sur le site de la CPAM 87 on trouve : « Pour permettre aux personnes les plus précaires de s'équiper en masque, les bénéficiaires au 25 juillet 2020 de la Complémentaire santé solidaire, de l'aide pour une complémentaire santé (ACS) et de l'aide médicale de l'État (AME) en recevront par la Poste, gratuitement, sans en faire la demande. Courant août, ces personnes recevront chez elles par courrier six masques grand public ». Certes les personnes sans papiers gagnent un semblant de reconnaissance, mais que se passe-t-il après cette aumône ?

Cimade Eymoutiers : eymoutiers@lacimade.org
06 41 45 66 17
MAS Eymoutiers : contact@assomas.fr
06 78 73 53 04
Cimade Peyrelevalde : peyrelevalde@lacimade.org
07 78 54 28 74
MAS Peyrelevalde : lemaspeyrelevalde@riseup.net

Le réveil de l'utopie

L'heure n'est plus aux avant-gardes après le détournement des luttes de libération nationale et la confiscation de la liberté des peuples à l'ère de la corruption généralisée. La démocratie représentative au service du néolibéralisme ne reçoit plus l'assentiment du plus grand nombre. Les acteurs du mouvement historique se veulent résolument sujets de leur propre histoire. Tout un monde s'éveille, hors des espaces classiques où s'échangent et se transmettent les savoirs institués. C'est pourquoi il nous semble utile de suivre le chemin parcouru par les nouvelles figures de la contestation qui reprennent le cours de leur existence en s'appropriant une liberté qui leur avait été confisquée. » C'est à ce « réveil de l'utopie » que le sociologue Jean-Louis Laville et l'historienne Michèle Riot-Sarcey, visiteuse régulière du Plateau, nous invite à assister dans un petit ouvrage qui plaide pour que chacun et chacune se mette à l'écoute des pratiques émancipatrices qui, du Chiapas à Notre-Dame-des-Landes, des collectifs de Gilets jaunes aux places d'Alger et de Santiago, en passant par les associations et les lieux du travail (avec un petit crochet sur la Montagne limousine du côté d'Ambiance bois) dessinent, dès aujourd'hui, le visage d'une démocratie réelle et toujours inachevée.

Le Réveil de l'utopie, Les éditions de l'Atelier, 13,90 €.



Le coin des poètes

Le monde s'est arrêté. Tu marches dans les rues de Paris, mais tu es seul. Tous sont vivants mais figés à l'heure où le temps s'est arrêté. » Pendant ce temps, *Oeil de Fennec*, la micro-revue poétique de René Bourdet d'où sont tirées toutes les citations de cette notice, poursuit son long chemin. On en est, en juillet, au 386^e numéro (39^e année !). Le joyeux drille s'offre même, un n°386 bis. Facétieux : « Le prochain don du sang effectué sur la commune de Clochemerle-les-Bains, aura lieu exceptionnellement au sein de la boucherie-charcuterie Viandard. Prière de s'inscrire auprès du garçon-boucher, Monsieur Paul Sanguin. Après cette opération le prix du boudin devrait subir une légère baisse. » Ou encore : « Le piano est certes le plus niais des instruments, au départ il ressemblait à un cerceuil sur pattes, alors pour ne pas effrayer la masse du public on lui mit une queue. » Politique : « Quarante degrés / Au gré des journées / Sauf du CAC quarante / Le monde est malade / Nous n'avons pour force / Plus que la police / Tirant à vue d'oeil / Sur des gilets jaunes / Toujours à prétendre / Que plus rien ne gaze / À tel point que France / Rime avec souffrance. »

De son côté, Julien Dupoux, depuis ses Combrailles creusoises, a publié un recueil de 60 poésies intitulé *Vous en aurez besoin*, dont nous donnons ici quelques lignes.



Trouer l'armure

*Je voudrais m'échapper de la ville
Que mes seins dessanglés enfin foncez
Le corps furieux, l'esprit tranquille
Je prendrai pour emblème la ronce
Je veux respirer jusqu'aux reins
Si je dois vivre de rien
Le ciel me sera ouvert
Et les nuits silencieuses
Je n'aurais plus peur de perdre la foule
Ni de l'extrême solitude
Ni, promis, des soirs de doute
Ni que ne me tourne autour
Quelque goguenard bonhomme à la mine louche
Je veux filer avec le vent
Je veux l'emporter mon amant
Sur les terreaux trempés de fleurs
Je vais le piocher dans les champs
Et me semer de ses onguents
Je voudrais écraser les murs
D'un coup de botte et d'un grand pas
Comme une ogresse
Un ouragan que les immeubles n'arrêtent pas
Je soulèverai les toits
J'emmènerai mon monde
Loin des restes de la cité
Et, venez, maintenant
Venez cueillir mes fruits leur chanterai-je
Mon emblème la ronce
Est sortie de la neige.*

Extrait de Julien Dupoux, *Vous en aurez besoin*, poésies ; éditions Bronca, 8,50 €.

ABÉCÉDAIRE DU CYCLISME LIMOUSIN

N Comme Nicolas

À la lettre D de notre abécédaire (IPNS n° 60), nous avions évoqué la « formidable équipe du Limousin », qui – dans les années 1970 et au début des années 1980 – sous la conduite de Francis Duteil, avec Michel Dupuytren et Marc Durant, « collectionnait les victoires et les places d'honneur au niveau national ». Les hasards de l'ordre alphabétique avaient conduit à moins insister sur la présence dans le groupe d'Yves Nicolas ; il figure néanmoins sur la photo qui illustre l'article, celle des Limousins de l'équipe de France amateur sur le Tour du Limousin 1978. La chronique d'aujourd'hui va mettre à l'honneur celui qui fut un des meilleurs coureurs régionaux de la décennie 1970, une période dorée pour le cyclisme limousin.

Yves a débuté en 1970 au CRCL (Cyclo Racing Club Limousin), club où il restera jusqu'en 1977, l'abandonnant l'année suivante en compagnie de Michel Dupuytren pour l'ACLBP (Association Cycliste Limoges Bussière-Poitvine), scission du CRCL, et rejoignant en 1979 l'UC Briviste. Dès ses débuts en compétition, il obtient d'excellents résultats : 4^e du challenge du Limousin cadets (1972), il remporte le Premier Pas Dunlop en 1973. Il éclate véritablement en 1974. Cette année-là, il s'adjuge 11 victoires, terminant 8^e au championnat régional à Brive, au parcours très accidenté. Son résultat l'installe d'emblée parmi les meilleurs régionaux. Ce même championnat est une épreuve qu'il affectionne, dans laquelle il collectionne les places d'honneur :

- 2^e en 1977 à Cornil, derrière Duteil
- 2^e en 1978 à Faux-la-Montagne, derrière Dupuytren

- 3^e en 1979 à Rochechouart, derrière les deux précédents
- 2^e en 1980 à Sarrazin encore une fois derrière Dupuytren
- À Sardent en 1981, il est enfin vainqueur, devançant Bouyat et Lagrange

Sélectionné à quatre reprises pour le championnat de France, il y obtient sa meilleure place en 1978, 9^e. Il en garde pourtant des regrets car ce jour-là, une petite erreur d'inattention le prive de l'échappée finale à trois, dans laquelle il aurait pu jouer le titre au sprint.

Yves Nicolas était bon sur tous les terrains : grimpeur de qualité, il possédait aussi de solides aptitudes de rouleur, tout en étant un sprinter très efficace. Mais ce qui en faisait un coureur sortant de l'ordinaire était son sens tactique : il « sentait » la course, c'est-à-dire qu'il était capable à tout moment de réagir aux opportunités de l'épreuve, tout en économisant ses forces. Il savait se projeter dans la bonne échappée, et se désintéresser des tentatives vouées à l'échec.

Dans le duo qu'il formait avec Michel Dupuytren, c'était



Yves NICOLAS et Michel DUPUYTREN

généralement lui qui dirigeait la manœuvre. Dans le cyclisme sur route, la tactique est un facteur de réussite au moins aussi important que la force brute. Il est bien dommage que dans le cyclisme professionnel actuel, les coureurs soient privés de leur pouvoir de décision et d'initiative au profit des directeurs sportifs qui – grâce aux oreillettes – se comportent comme des généraux en campagne. Yves Nicolas n'avait ni directeur sportif ni même d'entraîneur pour lui dicter sa conduite, ce qui ne l'a pas empêché de se bâtir un palmarès impressionnant. Le nombre de ses victoires suscite l'admiration : 10 victoires en 1978, 14 en 1980... Mais le plus remarquable est sa régularité aux places d'honneur : en 1976, il termine 46 fois dans les dix premiers, et en 1978, on le retrouve 34 fois dans les cinq meilleurs.

On peut aussi noter que des courses très réputées l'ont vu triompher : les Boucles de la Haute-Vienne, où il a gagné plusieurs étapes et deux fois le classement final, les Boucles du Bas-Limousin en 1980 et 1982, le Circuit Monts et Barrages, le Tour du Lot-et-Garonne en 1978. Il a de plus brillé avec l'équipe du Limousin au Tour d'Ampurdan (Espagne), où il termine à la 2^e place (1980). Yves Nicolas demeure ainsi un des fers de lance du cyclisme régional des décennies 1970 et 1980. Cette période dorée voyait les clubs organiser de multiples épreuves : 1970 par an pour le CRCL et des dizaines pour les autres clubs (UVL, UC Briviste, AC Creusoise, VC Aubusson, VC Ussel, VC Tulle...). À partir de ce vivier, le petit comité du Limousin a compté dans ses rangs un double champion de France (Duteil), trois professionnels (Marc Durant, Frédéric Brun, Alain de Carvalho), sans oublier plusieurs coureurs du même niveau restés amateurs, sans doute pour préserver une part de plaisir dans la pratique sportive. Yves Nicolas et Michel Dupuytren étaient de ceux-là.

Jean-François Pressicaud



Hydravion à Vassivière ça décolle et ça déconne

Tourisme doux, responsable et écologique... Nature préservée et reposante... Venez donc faire un tour en hydravion sur le lac de Vassivière ! Les préfets de Creuse et de Haute-Vienne ont signé le 21 août dernier un arrêté « portant dérogation temporaire sur la réglementation particulière de police de la navigation sur la retenue du barrage de Vassivière sur la rivière "La Maulde" dans les départements de la Creuse et de la Haute-Vienne à l'occasion de la création d'une zone d'hydrosurface du 12/13 septembre 2020 pouvant être reporté au 20/21 septembre 2020. » Il s'agit de faire amerrir des hydravions et de proposer ainsi une attraction originale à Vassivière... Si c'est ainsi qu'on luttera contre le changement climatique, on est mal parti et on va vraiment finir par exploser en plein vol !



Garant de l'impartialité de la justice de notre pays, je tiens à préciser que tous les ayatollahs écolos, les anti-chasse, les anti-pêche, les anti-corrida et les féministes, Je les allume !



Chouette, une Chouette !

Quelques habitants et habitantes de Beaumont-du-Lac ont eu l'idée de créer un petit journal associatif dans leur commune. *L'Écho de la Chouette*, c'est son nom, donne des informations pratiques, des actualités sur la vie locale et propose quelques éléments sur l'histoire de la commune. Le but de l'association : créer du lien social entre les habitants, sensibiliser à l'environnement, favoriser les producteurs et artisans locaux et renforcer la solidarité. Voilà une heureuse initiative qui témoigne de l'implication d'habitants dans la vie de leur commune. Après *Le petit journal Pelaud* à Eymoutiers ou à *La Gazette* à Saint-Moreil, bienvenue à ce chouette canard !



La Poste en profiterait-elle ?

Le Covid 19 a bon dos ! Depuis six mois à la Poste de Royère-de-Vassivière, il n'y a plus de distribution de courrier le samedi. Comprenez bien, il faut éviter la propagation du virus, donc on réduit les emplois, on réaménage les tournées et en conséquence on a dû supprimer la tournée du samedi (sauf pour les journaux). Dans une autre commune du Plateau, le facteur explique : « On ne sait pas nous-mêmes si la tournée du samedi reprendra un jour... » Pas de vague de protestations, chacun remet son masque, baisse la tête en même temps que son froc. C'est passé comme une lettre à la poste !

À Felletin, la Gare en commun

Trois associations, Les Michelinnes, Radio Vassivière et Quartier Rouge se sont réunies autour du projet de transformation de la gare de Felletin et lancent un appel à dons. La Gare en Commun veut faire revivre le site de la gare de Felletin en Creuse et le transformer en un lieu de vie, d'expérimentations et d'activités ancré sur le territoire. À trois associations locales, nous imaginons la gare comme un nouvel espace public, au sens d'espace de circulation, de diversité, d'échange.

La gare accueillera des bureaux associatifs, un espace de travail partagé, un studio radiophonique, une cuisine participative, un jardin, un espace convivial où l'on pourra se poser, boire un café, voir une exposition, participer à un atelier ou à une formation... Aujourd'hui nous lançons une campagne d'appel à dons pour que chacune et chacun puisse soutenir et participer à cette aventure. Nous nous donnons pour objectif de collecter 25 000 € d'ici fin septembre 2020. Nous le faisons par nécessité — celle de finaliser le budget des travaux des 320 m² de bâtiment — mais aussi avec l'intention que ce lieu se construise avec le maximum de personnes. Nous aider à la réalisation de ce projet, c'est signifier un soutien,

financier autant que moral, et être solidaire de la dynamique qui le porte. C'est nous aider à faire exister un espace de proximité, d'hospitalité, de partage, d'apprentissage, de réflexion et de création en commun. Un nouveau lieu d'innovation, de création et d'invention sur le plateau de Millevaches. Si ce projet vous parle, vous inspire, vous enthousiasme et que vous souhaitez le voir exister, vous pouvez faire un don sur la plateforme de dons en ligne HelloAsso : <https://frama.link/J0xmjxdj> Toute participation nous aide et peut être déduite des impôts. En contrepartie nous vous adressons un grand merci et vous attendons pour l'ouverture du lieu à l'horizon été 2021 !



Hyperloop persiste et signe

TransPod, la start-up canadienne créée en 2015 qui installe à Droux, en Haute-Vienne, son centre d'essais, a annoncé le 24 août « la signature d'un protocole d'entente avec le gouvernement de l'Alberta au Canada, pour développer le projet d'une ligne Hyperloop entre Calgary et Edmonton », deux villes distantes d'environ 300 km. C'est ce que nous apprend le journal *La Dépêche*. Mieux : TransPod annonce aussi « après la réalisation de l'étude d'une ligne entre Marseille centre-ville et aéroport, et Marseille - Nice, le lancement des études de faisabilité en 2021 pour les corridors Paris-Orléans-Limoges-Toulouse et Paris-Le-Havre ».

Lorsqu'elle s'est installée à Droux, l'entreprise avait pourtant bien précisé qu'elle n'envisageait pas une liaison Limoges-Paris. En faisant miroiter aujourd'hui cette possibilité elle cherche peut-être à rassurer les financeurs publics qui lui ont accordé des aides (fonds européens Feder et région Nouvelle-Aquitaine). Le mirage du transport à très très très grande vitesse fait donc encore rêver celles et ceux qui, pourtant, ne cessent depuis la crise sanitaire de proclamer qu'il faut revoir nos modèles de consommation, de déplacement et de développement...

